

Comment expliquer la chute des régimes communistes en Europe ?

« La vie punit ceux qui arrivent trop tard ».

Mikhaïl Gorbatchev

Sur tous les sujets de ce type, il faut absolument se placer dans le contexte précis dans lequel l'événement intervient et ne pas prendre prétexte du sujet pour raconter tout ce qui vient avant. Ceci bien sûr parce qu'il faut toujours centrer la réflexion sur le sujet, surtout quand on n'a que 4 heures pour le traiter. Mais c'est aussi une exigence de la méthode historique. Il faut se déprendre de l'illusion téléologique : parce que tel ou tel événement s'est produit, on en déduit rétrospectivement qu'il était inéluctable ; on procède alors par reconstruction de l'enchaînement des causes... Cela arrive souvent quand je donne comme sujet « la chute de la IV^e République ». Au lieu de partir du contexte en dehors duquel cet événement ne se serait probablement jamais produit, du moins à courte échéance, en l'occurrence l'enlèvement du régime dans la guerre d'Algérie, les étudiants résument l'histoire de la IV^e République depuis 1945, comme si elle avait été condamnée dès sa naissance à disparaître. Ce qu'il faut dire de la désaffection des Français envers le régime doit être amené en fonction du contexte, en vous plaçant lors de la crise de mai 1958. Les copies que j'ai corrigées se perdent souvent ici dans des développements qui remontent beaucoup trop haut dans le temps, aux années 50-60. Ce qui aboutit parfois à des appréciations discutables : les régimes communistes se sont-ils effondrés parce qu'ils étaient répressifs ? On peut penser au contraire que c'est parce qu'ils ne l'étaient plus, ou ne pouvaient plus l'être, qu'ils se sont condamnés. Se sont-ils écroulés en raison de la montée de la dissidence ? Elle ne représente qu'une petite minorité (quoique fort courageuse) et, à l'exception de la Pologne, les polices politiques l'avaient efficacement combattue. Le communisme a-t-il sombré sous les coups du nationalisme ? En réalité, avant 1989, personne n'imagine que les Baltes et a fortiori les Russes se mobilisent pour zigouiller l'Union soviétique...

L'IDS a-t-elle permis à Reagan de gagner la guerre froide ? Cf cours précédent, les Occidentaux ont craint, autant sinon plus que les Russes eux-mêmes, les conséquences que la chute du bloc soviétique risquait d'entraîner pour la paix mondiale.

Et quitte à remonter aux échecs entrepris depuis la mort de Staline pour réformer le système soviétique, pourquoi alors ne pas remonter carrément au lancement du 1^{er} plan quinquennal de 1928, voire à la révolution d'Octobre elle-même ? Après tout, Zinoviev et Kamenev s'étaient déjà opposés, en bons marxistes, à la conception très « blanquiste » qu'avait Lénine de la révolution : un coup d'Etat militaire réalisé par une petite avant-garde de révolutionnaires professionnels, des pros qui n'étaient même pas des prolos, et non une authentique révolution appuyée par les masses. A supposer que le coup d'Etat réussisse, pensaient alors Zinoviev et Kamenev, les bolcheviks ne pourraient se maintenir que par la force et n'auraient dès lors aucune chance pour instaurer en Russie un socialisme digne de ce nom. C'est en fidèle disciple de Lénine d'ailleurs que Staline procède de même en Europe de l'Est à partir de la signature du pacte germano-soviétique de 1939. **Eric Hobsbawm** relève à ce propos, en conclusion de son chapitre sur la fin du socialisme, que l'expérience soviétique a été conçue, « non pas comme une solution de rechange globale au capitalisme [comme Marx avait théorisé le socialisme] mais comme une série de réponses spécifiques à la situation particulière d'un pays immense et accusant un retard spectaculaire ». **L'échec de la révolution communiste mondiale a par ailleurs « condamné l'URSS à construire seule le socialisme dans un pays où les conditions n'en étaient pas réunies** : en 1917, tous les marxistes, y compris les Russes, en convenaient ». Et Hobsbawm rappelle à ce propos le mot de **Plekhanov**, l'introducteur de Marx en Russie, qui considérait que la révolution d'Octobre ne pouvait déboucher au mieux que sur un « **Empire chinois badigeonné de rouge** »... Finalement, ce sont bien les Chinois qui étaient prédisposés à se faire les meilleurs défenseurs du marxisme-léninisme ! **En clair, nombreux, au XXe siècle, ont été ceux qui ont toujours pensé que le modèle soviétique était condamné dès sa naissance : mais cela n'explique pas quand et comment il est effectivement intervenu...**

Tout ceci pour dire que sur un sujet pareil, il faut donc se situer rigoureusement dans les années 1980. D'autant que souvent, les copies demeurent très superficielles sur la chute proprement dite des régimes communistes. On peut généraliser ici un propos ancien de François Furet sur la Révolution française : de ce que la Révolution a des causes, il ne s'ensuit pas que l'explication de l'événement tienne tout entière, et même principalement, dans ses causes. Les circonstances de l'effondrement de l'URSS, en 1991, méritaient aussi d'être mieux analysées. Paradoxalement, l'acteur majeur des événements, Gorbatchev, est relativement peu présent dans de nombreuses copies. Certes, il est de bon ton de dire aujourd'hui qu'il a davantage subi les événements qu'il ne les a provoqués. Mais

parfois, ne pas agir, c'est déjà énorme, surtout au regard de l'attitude de ses prédécesseurs, confrontés comme lui à des soulèvements dans les démocraties populaires... Sur ce point aussi, vous manquez parfois de rigueur : ce n'est pas la perestroïka en tant que telle qu'il fallait analyser ici, mais son échec. C'était plus pertinent pour le sujet et cela permettait de gagner du temps.

Dernière remarque sur les copies : surtout en 4 heures, évitez les introductions trop longues et les introductions de parties (une perte de temps inutile). Evitez aussi de paraphraser le sujet par une question. Certains perdent aussi beaucoup de temps dans l'introduction à développer une accroche, souvent réductrice par rapport au sujet dans son ensemble.

On pouvait partir très simplement de l'idée que, même s'il y eut maints prophètes pour annoncer la « chute finale » des régimes communistes, et ce, dès les premiers jours de la révolution bolchevique, personne, en 1989, n'imaginait que le bloc soviétique allait s'effondrer en deux ans et qu'en plus, l'URSS elle-même n'y survivrait pas (on les associe, mais ce sont deux choses différentes : l'URSS aurait pu survivre à la disparition des démocraties populaires et même, comme la Chine, à sa conversion à l'économie de marché). Surtout, personne ne pouvait imaginer qu'un tel bouleversement eût put s'accomplir pacifiquement. Personne n'imaginait non plus qu'il se trouvât un dirigeant soviétique pour annoncer la fin de la guerre froide sans tirer un seul missile ! Sans doute les Occidentaux ont-ils eu souvent tendance à surestimer la puissance réelle du bloc soviétique. Ce sont d'ailleurs les réformateurs gorbatchéviens qui, pour convaincre de la nécessité des réformes, ont dénoncé la période brejnévienne comme celle de la « stagnation ». Il est certain que dans les années 1980, le système soviétique doit affronter la crise la plus sérieuse de son histoire. Mais il en avait vu d'autres (la guerre civile, le drame de la collectivisation des campagnes...). Il me semble que ce sont surtout les réponses apportées à cette crise par les dirigeants soviétiques qui l'ont aggravée et qui ont précipité la déliquescence du système.

1989 a souvent été vécu comme un nouveau 1848, un nouveau « printemps des peuples », tout aussi romantique, mais assurément moins sanglant : on détruit des murs au lieu d'ériger des barricades... Comme en 1848, ses principaux acteurs ont été parfois des hommes de lettres et des intellectuels (ils n'ont fait que passer la plupart du temps). La mobilisation des masses a été dans certains cas un élément majeur dans la chute des régimes communistes, en particulier en RDA et en Tchécoslovaquie. Mais peut-on à proprement parler d'une révolution ? Certes, il y a bien eu changement de régimes politiques, mais ce changement a, dans la plupart des cas, pris la forme d'une transition négociée impliquant les élites communistes au pouvoir, et ce, dès avant 1989. En tout cas, la dissidence et les mouvements d'opposition politique n'ont joué qu'un rôle relativement secondaire, sauf en Pologne principalement.

Enfin, l'Empire soviétique est probablement le premier empire dans l'histoire à s'être effondré sans avoir subi une défaite militaire, avec une puissance militaire intacte capable d'atomiser plusieurs fois la planète, et d'y avoir consenti sans effusion de sang (même s'il y a eu des violences localisées). C'est d'ailleurs parce qu'ils avaient en mémoire l'attitude de l'Empire austro-hongrois lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale que les puissances occidentales ont tant redouté les effets en chaîne de la chute du mur de Berlin. Elles ont ainsi accompagné la désagrégation du bloc communiste plus qu'elles ne l'ont provoquée ; elles ont enfin soutenu jusqu'au bout Gorbatchev dans les efforts désespérés de ce dernier pour préserver ce qui pouvait encore être sauvé de l'Union des Républiques soviétiques (notamment son arsenal nucléaire...). Avec Gorbatchev, les Américains tenaient enfin l'homme qui pourrait faire changer l'URSS de l'intérieur, grâce à la pression exercée de l'extérieur par la supériorité technologique et économique de l'Occident capitaliste : ils ne s'attendaient pas à ce qu'il la fasse littéralement imploser !

Pour ce cours-corrigé, outre les manuels généraux que j'ai déjà mentionnés (JF Soulet, N. Werth...), j'ai utilisé l'ouvrage d'Hélène Carrère d'Encausse, *Six années qui ont changé le monde 1985-1991 : la chute de l'Empire soviétique*, Fayard, 2015 et l'essai de Pierre Grosser, *Les Temps de la guerre froide*, Complexe, 1999. Je rappelle qu'il faut éviter de citer les manuels dans les devoirs, a fortiori à plusieurs reprises. Vous ne citez que les acteurs historiques ou les auteurs d'essais qui ont fait date.

1. Le fardeau de la superpuissance ou le syndrome du tricératops

Un monstre effrayant dans un corps de petit vieux : c'est, comme on l'a vu dans le cours précédent, l'image que donne John Gaddis de l'URSS à la fin de l'ère Brejnev, en la comparant à l'apparence du préhistorique tricératops.

a) La crise du modèle de l'économie planifiée

A partir de la fin des années 1970, les régimes communistes européens traversent une crise majeure. En URSS, on relève ainsi une baisse régulière du taux de croissance annuelle :

Année	PNB

1966-70	5,1%
1971-75	3%
1976-80	2,3%

Comme les experts occidentaux (suivis d'ailleurs par leurs collègues soviétiques !) estiment que ces chiffres sont gonflés et qu'il faut les réduire d'au moins 2%, on constate, comme Gorbatchev lui-même l'affirma plus tard, que l'économie soviétique était entrée dans une phase de quasi-stagnation, voire de croissance négative. Plus parlant encore : la **progression de la mortalité infantile**, qui passe de 3 à 7% dans les dernières années de l'ère Brejnev, en raison de la **dégradation du régime alimentaire et de l'encadrement sanitaire**.

Cette crise s'explique par des facteurs conjoncturels, liés au ralentissement de la croissance dans les pays occidentaux et à l'inflation (augmentation du prix des produits importés par les pays socialistes, d'où dégradation de leur commerce extérieur), puis, pour l'URSS, à la baisse du prix du pétrole au milieu des années 80, (qui aurait amputé le tiers des ressources en devises de l'URSS). On lit souvent que le contre-choc pétrolier, déclenché en 1985, aurait fait partie du dispositif reaganien pour accroître la pression sur l'URSS : en réalité, il me semble que la décision de l'Arabie Saoudite d'accroître sa production vise bien davantage l'Iran, dès cette époque, que l'URSS. Du reste, alors que Carter avait décidé de suspendre les exportations de céréales à destination de l'URSS en mai 1980, Reagan doit se résoudre à les reprendre dès avril 1981, sous la pression du lobby des céréaliculteurs américains. [J'ai oublié de préciser dans mon cours précédent qu'en 1949, les EU ont créé le COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations), qui vise à contrôler les exportations des technologies à finalité militaire. Il n'est supprimé qu'en 1994. Carter a également décrété un embargo sur les exportations de technologies après l'invasion soviétique de l'Afghanistan, qui fut suspendu en 1983, pour permettre la reprise des importations de gaz soviétique en Europe occidentale].

Mais la **dépendance de l'économie soviétique vis-à-vis des exportations d'hydrocarbures n'est que l'une des manifestations de la crise structurelle du modèle soviétique**, fondé sur une planification rigide et un régime de prix administrés. N. Werth montre ainsi que la critique des dysfonctionnements de l'économie constitue l'une des « manifestations de désaccord » les plus significatives de la période en URSS. On peut surtout citer le rôle tenu en ce domaine par l'**Académie de Novossibirsk**, en Sibérie, jouant un rôle pionnier dans la recherche en sciences économiques et sociales. Cette Académie publie la revue *EKO*, dirigé par **Abel Aganbegian**, directeur de l'Institut d'économie sibérien qui devient, en

1985, le principal conseiller de Gorbatchev. A ce groupe appartient aussi la sociologue **Tatiana Zaslavskaïa** (une autre expert débauché par Gorby ensuite ; en 1988, elle contribue à la fondation du Centre russe de recherche sur l'opinion publique. Elle est décédée en 2013), l'auteur du rapport désormais bien connu sous l'appellation de « **rapport de Novossibirsk** ». Ce rapport, présenté en avril **1983 à Moscou** devant un parterre d'académiciens et de dirigeants du Parti et du Gosplan, circula d'abord lui aussi sous forme de *samizdat*. T. Zaslavskaïa s'y livre à une critique radicale des dysfonctionnements du système soviétique, dénonçant en particulier la **crise de l'organisation du travail et la déresponsabilisation à tous les niveaux**. Elle plaidait en faveur de la promotion de personnes compétentes aux postes de responsabilité, d'une politique de différenciation des salaires destinée à stimuler l'initiative individuelle, d'une éradication des profits illicites par la privatisation d'une partie du secteur agricole, des services et des petits métiers. L'agriculture soviétique ne s'est jamais remise du traumatisme de la collectivisation des campagnes, en dépit des tentatives de « Monsieur Maïs », alias N. Khrouchtchev, pour la redresser.

Cette crise structurelle est encore accentuée par ce que Malia appelle « le fardeau de la superpuissance ». **Le système ne permet plus à l'URSS de lui fournir les vrais moyens de son statut de superpuissance. Cette préoccupation devient le souci n°1 des dirigeants soviétiques dans les années 70-80** (il ne faut pas chercher plus loin la raison principale du réformisme gorbatchévien). Depuis 1937, Staline avait subordonné l'ensemble de l'économie soviétique à l'érection d'un vaste complexe militaro-industriel. Et **c'était seulement dans les domaines intéressant directement la défense nationale que l'URSS était vraiment en mesure de concurrencer les pays capitalistes** : c'est évident dans le domaine du nucléaire ou de la conquête spatiale. Cf Malia : « Ce n'est que dans le domaine des armements, bombes atomiques et missiles, que les méthodes politiques de l'économie soviétique se sont montrées réellement efficaces et compétitives internationalement. Mais pour le reste, plus on s'éloignait du secteur militaire et plus les performances se dégradaient ».

Conséquence : le poids des dépenses militaires s'est considérablement alourdi. Durant la période Brejnev, la **CIA estima à 15% la part du PNB soviétique consacrée à la défense, contre 5% seulement aux EU à la même époque**. En 1990, Edouard Chevardnadze, alors ministre des affaires étrangères, l'estimera bien supérieure, à 25% et certains ont même avancé le chiffre de 40% ! Ce qui veut dire que l'économie soviétique était entièrement mobilisée pour la défense de l'empire. **Les dirigeants soviétiques étaient placés devant un véritable cercle vicieux, car c'est aussi le poids écrasant des dépenses militaires qui les empêchait de mener à bien les réformes économiques, alors que ces réformes étaient indispensables pour permettre à l'URSS de continuer à pouvoir rivaliser à armes égales avec l'Ouest**. L'arsenal militaire construit pour assurer la défense de l'Empire avait été

la grande réussite du modèle de développement hérité de l'ère stalinienne. Mais cette réussite, comme le montre bien Malia, dépassait les capacités économiques réelles du pays. Cela me rappelle une blague qui circulait en URSS à l'époque de Brejnev : « Quelle différence y a-t-il entre un dollar et un rouble ? Réponse : un dollar ! »

Par ailleurs et pour simplifier, en URSS, la crise se traduit par l'incapacité à passer à un stade plus intensif de croissance et de développement, de passer d'une croissance extensive, fondée sur l'exploitation des ressources naturelles et de la force de travail, avec priorité à l'industrie lourde, à une croissance intensive, fondée sur la croissance de la productivité et l'essor de production à forte valeur ajouté et de haute technologie. Le système de planification centralisée, adapté lorsqu'il s'agissait de faire passer l'URSS de nation agricole au statut de puissance industrielle, ne l'était plus pour lui permettre d'atteindre le statut de pays hautement développé, capable de rivaliser avec les pays occidentaux. D'où un gaspillage des ressources, la chute de la productivité du travail, les soviétiques étant d'autant moins encouragés à travailler que les produits de bonne qualité à acheter sont de plus en plus rares et de plus en plus cher, d'où l'allongement des queues devant les magasins. Dans les rapports secrets publiés par N. Werth et Gaëlle Moullec, on trouve une véritable pépite, le rapport d'inspection rédigé à l'intention du Comité central de Parti par l'inalamovible ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko sur la situation du commerce, de l'alimentation et des services dans la ville de Moscou, en janvier 1986 :

[...] Le grand magasin n° 1 de l'arrondissement de Kountsevo.

1. On nous y a fait remarquer que l'industrie n'arrivait pas à satisfaire les commandes passées par les magasins, ni les demandes et les besoins des consommateurs. Les contrats sont souvent rompus unilatéralement. Très souvent les produits ne rencontrent aucun intérêt de la part des consommateurs. Parmi eux, par exemple, des manteaux démodés en fourrures synthétiques fabriqués par les usines Vympel et Saliout.

La question la plus importante reste celle de la qualité de la production nationale. Tous unanimes, les vendeurs comme les clients ont souhaité nous faire part de leur insatisfaction.

On note un fort manque de bonnes chaussures d'hiver. Durant les grands froids, on ne pouvait trouver sur les présentoirs que des sandalettes d'été. Absence pratiquement totale de chaussures confortables pour les personnes âgées.

Ce magasin est un exemple typique du manque chronique de tissus à la mode. Les tons des étoffes proposées sont pâles, sombres, et même « repoussants » comme l'a remarqué une acheteuse. Devant nous, les acheteurs critiquèrent ceux qui produisent de tels produits et nous demandèrent s'il n'était pas possible de contraindre le producteur à tenir compte des goûts du client.

2. Le personnel du magasin attira notre attention sur le manque de régularité des livraisons. D'après leurs explications, on peut même conclure à leur complète irrégularité.

Le plus souvent, si le plan de vente est réalisé, il ne l'est qu'en toute fin de mois. Dans certains cas, il arrive que rien ne soit vendu durant les dix ou vingt premiers jours du mois, un

véritable branle-bas de combat étant noté durant la dernière semaine. Ainsi, par exemple, cette année, durant les huit premiers jours de janvier, aucune marchandise n'est arrivée au magasin. Les produits ne partent pas à temps des entrepôts soit à cause de la mauvaise organisation, soit par manque de transport. Des wagons emplis de marchandises importées ne sont pas déchargés même au bout de six mois [...].

Des rabais sont consentis aussi sur des produits importés, en particulier sur ceux en provenance de Bulgarie, de Pologne et de R.D.A. Cela vient en grande partie du fait que les produits que nous importons de ces pays sont des produits de basse qualité, ceux qui n'arrivent pas à être vendus en Occident.

Le magasin d'alimentation n° 27 de l'arrondissement Jdanovski.

1. **L'assortiment de produits est, dans ce magasin, à un niveau moyen.** Très faible choix sur les poissons, en particulier sur les poissons frais [...]. Les produits laitiers, les fromages, les saucissons fumés sont absents. La viande de mouton et les bons morceaux du porc sont rarement en vente. La viande de bœuf a manqué totalement du 2 au 9 janvier 1986, et cela en dépit des commandes passées. Le plus souvent, la viande arrive au magasin sous une forme qui ne permet pas sa conservation; la viande congelée est très rare, sans doute à cause des faiblesses de stockage des chambres froides. La demande en jambon, en jambon fumé et en saucisses n'est pas satisfaite.

Les volailles sont quelquefois en vente. Nous-mêmes, nous en avons vu [*relevez cette précision extraordinaire : passés ses 70 ans, le vieux Gromyko découvre la triste réalité de la vie quotidienne de ses concitoyens !*]. Cependant, on doit remarquer qu'à côté de celles en provenance de Hongrie, soigneusement emballées, bien présentées, les nôtres repoussent souvent le client. **Elles ne sont pas emballées, elles sont livrées en tas, sous la forme de blocs congelés de chairs compressées. Les volailles sont mal plumées et gisent sur les présentoirs comme un reproche envers les expéditeurs.**

2. On a attiré notre attention sur la qualité insatisfaisante du lait. Souvent il arrive déjà aigre au magasin. La raison en est simple: la violation des règles sanitaires et techniques lors de son embouteillage. Le magasin s'est déjà plaint plusieurs fois, mais ces réclamations n'ont pas été prises en considération [...]

3. La viande, les produits carnés, les saucissons ne sont pas conditionnés en petite quantité, cela mécontente les Moscovites. Selon eux la raison en est simple, les personnes venant de province s'approvisionner à Moscou (elles représentent 20 % des acheteurs en semaine et beaucoup plus les samedis et dimanches) achètent les produits en grande quantité, dans des proportions rappelant celles de la vente en gros.

4. Des critiques ont été faites sur la qualité du thé géorgien. Beaucoup le considèrent comme un produit de rebut, et n'arrivent pas à comprendre comment cela se peut-il, car depuis toujours le thé géorgien était considéré comme un produit de grande qualité.

5. Les clients nous ont déclaré (et les vendeurs l'ont confirmé) que durant les dernières années (années et non pas mois) il était devenu pratiquement impossible d'acheter des bonbons [au chocolat] en boîte.

6. En notre présence, **les clients se sont plaints que les boulettes de viande étaient pratiquement faites « uniquement de pain ».** Les vendeuses présentes n'ont pas démenti le bien-fondé de telles critiques.

7. Manque constant de légumes, de primeurs, de diverses sortes de fruits, et cela même en été et en automne. Seule l'offre en pommes est suffisante.

8. La direction des magasins a émis l'idée, en conclusion, que le ravitaillement ne s'était pas amélioré au cours des dernières années et qu'il s'était même dégradé pour la production venant des industries alimentaires.

Les problèmes ici effleurés sont, en principe, connus des autorités compétentes, des producteurs et des livreurs. Mais il est aussi clair qu'ils ne prennent pratiquement jamais en compte ces défauts dans leur travail quotidien qui doit viser à l'amélioration du commerce.

Communiqué à seule fin d'information.

Le président du Soviet suprême, A. Gromyko.

On comprend pourquoi les autorités soviétiques ont dû s'accommoder de l'essor du marché noir, devenu le seul moyen de s'approvisionner pour les produits introuvables au marché officiel.

La situation économique dans les démocraties populaires n'est alors guère plus reluisante. La cause en est la même : les rigidités de la gestion centralisée de l'économie, la difficulté d'instaurer un minimum de vérité des prix autorisant les entreprises à investir et à mieux ajuster leur production à la demande. Toutes les tentatives de réforme visant à instaurer dans certaines limites des mécanismes de marché se sont traduites par une forte hausse des prix (avec les conséquences sociales que cela implique) et par le surendettement des pays qui ont cherché à s'ouvrir davantage à l'Ouest. Paradoxalement, la crise des démocraties populaires est ainsi particulièrement aigüe là où pourtant des réformes avaient été engagées. J'assume de remonter de sortir du sujet en remontant trop loin en arrière. Au-delà des variantes nationales, on retrouve dans ce réformisme le même petit air de famille, des tendances communes : une certaine « décentralisation » de l'économie, un effort pour accroître la productivité des individus et des entreprises, une certaine ouverture sur les pays capitalistes.

Ainsi en Yougoslavie, le pays qui était allé le plus loin dans la remise en cause du modèle soviétique de l'économie centralisée. On pense alors qu'elles anticipent sur les réformes qui devront aussi être adoptées en URSS pour sortir des impasses du développement stalinien. Ce n'est donc plus l'URSS qui donne l'impulsion, celle-ci part désormais de la périphérie. Contraint en effet de renoncer à l'appui soviétique, Tito avait engagé dès 1950 l'économie yougoslave dans une voie originale, celle de l'autogestion. Une loi de 1950 établit des conseils ouvriers élus dans les entreprises de plus de 30 salariés, avec pouvoir de décision en matière de nomination des dirigeants, de fixation des prix et de la production, d'investissement et d'embauche, etc.... La même démarche fut appliquée aux municipalités en 1952 et en 1954, le gouvernement yougoslave se rallia aux mécanismes de marché et abandonna l'agriculture collectivisée. 85% des terres redevinrent ainsi propriété privée de leurs exploitants. La Yougoslavie joua aussi un rôle pilote en matière de réorientation de l'appareil de

production en fonction des besoins des consommateurs. La Yougoslavie donnait aussi l'exemple d'un pays capable de conduire une politique étrangère autonome en direction des démocraties occidentales, mais aussi des pays du Tiers Monde (naissance officielle du non alignement lors de la conférence de Belgrade en 1961). Le maintien des difficultés et de l'isolement de la Yougoslavie amènent Tito à opter pour une réforme encore plus radicale en 1965 : le dinar fut dévalué et les prix libérés pour développer les échanges extérieurs avec les pays occidentaux. Cette cure d'austérité se traduisit par une amputation de 30% du niveau de vie des Yougoslaves, par un certain nombre de licenciements (donc par la réapparition d'un chômage officiel dans un pays communiste). Les salariés et les dirigeants des entreprises se voyaient reconnaître une large autonomie dans l'élaboration de la stratégie de leur entreprise. Mais la réforme eut des effets pervers : accroissement du chômage, aggravation des disparités de développement entre les régions. Cette politique aggrava les tensions entre les diverses composantes nationales de la fédération yougoslave, les Serbes, plus défavorisés économiquement, étant partisans du maintien d'un système économique centralisé, contrairement aux Slovènes et aux Croates. Le déficit du commerce extérieur (qui atteignait déjà 30 % du PNB en 1971) explose avec le renchérissement des prix du pétrole à la suite de la guerre du Kippour. A la mort de Tito, en 1980, l'économie yougoslave enregistre des records d'endettement et d'inflation. Comme l'écrit JF Soulet, « l'expérience la plus novatrice parmi celles tentées par les régimes communistes est-européens finit par sombrer dans le chaos, confirmant qu'il était impossible de concilier l'autogestion, la planification et le marché ».

D'autres pays de l'Est avaient cherché à s'inspirer des réformes suggérées par le Soviétique Liberman, professeur d'économie à l'université de Kharkov. En 1962, la *Pravda* avait publié son article « Plan, profit, récompense », où il proposait de réintroduire le profit comme principal indicateur des performances des entreprises, et de rétablir des formes d'incitation financière pour accroître la productivité du travail des ouvriers et des cadres. On a déjà vu qu'en URSS, ces idées n'eurent guère de succès (nul n'est prophète en son pays...). Elles avaient pu inspirer certains projets de l'équipe du Premier ministre Kossyguine (réforme de l'entreprise de 1965), mais l'entourage conservateur de Brejnev y mit le holà. Les idées de Liberman furent d'abord appliquées partiellement en RDA, particulièrement exposée à la concurrence du modèle libéral concurrent, incarné par la RFA. En 1963, Walter Ulbricht annonça la mise en œuvre d'un « Nouveau système économique » : la réforme tentait de réintroduire le profit comme indicateur et stimulant de l'activité réelle des entreprises ; sans renier le dogme de la planification centralisée, le pouvoir communiste encouragea la création de groupes d'entreprises (*Vereinigungen Volkseigener Betriebe*) disposant d'une certaine autonomie. De fait, la RDA était le pays communiste qui paraissait le mieux s'en sortir. Le niveau

moyen des citoyens de RDA s'était sensiblement amélioré dans les années 1970 : à la fin des années 1980, il y avait par exemple 1 million d'habitants propriétaires de leur logement. De 1957 à 1991, 3 millions d'automobiles Trabant furent produites par une entreprise nationalisée installée à Zwickau (mais il fallait un délai de 10 à 15 ans pour en acheter une...). Dans ses Mémoires, le Polonais Jaruzelski raconte qu'Erich Honecker ne manquait jamais de faire une petite leçon à ses camarades sur la réussite de son pays ! Mais enfin, la RDA n'était pas non plus devenue le Pérou, sauf pour ses nageuses (certaines ont toutefois révélé récemment les graves séquelles – stérilité notamment – entraînées par leur dopage systématique. En 1976, la nageuse est-allemande Kornelia Ender avait remporté 8 médailles aux JO de Montréal, dont 4 en or. Elle tomba ensuite dans l'oubli, avant qu'elle ne soit retrouvée par Vincent Duluc, qui lui a consacré un livre. Mais, elle, apparemment, n'était pas dopée parce qu'on n'a pas retrouvé son nom dans les archives de l'ex-RDA...). Les difficultés de ravitaillement étaient telles en RDA qu'elles étaient responsables d'un absentéisme massif et toléré sur le lieu de travail. Parmi les produits introuvables en RDA, paraît-il, les bananes, d'où de nombreuses blagues à ce sujet : « A quoi reconnaît-on que les Ossis ne descendent pas du singe ? Ils n'auraient pas pu tenir quarante ans sans bananes ! ». Depuis 1974, les habitants pouvaient améliorer leur ordinaire en achetant dans les Intershop, jusque là réservés aux cadres du Parti, mais contre devises sonnantes et trébuchantes envoyées par leurs familles en RFA. Du reste, c'est plus généralement la manne ouest-allemande qui, après l'Ostpolitik, permit à la RDA de ne pas connaître la crise de surendettement de ses consœurs.

De tous les pays de l'Est, c'est la Hongrie qui semblait avoir obtenu des résultats tangibles. Les mesures prises pour accroître la productivité agricole en libérant les initiatives paysannes y avaient fait disparaître la pénurie alimentaire. En 1965, l'équipe Kadar y avait introduit un « Nouveau mécanisme économique », accordant davantage d'autonomie aux entreprises, libres d'élaborer leur programme de fabrication, de choisir leurs fournisseurs et leurs clients, de fixer les salaires et d'accorder des primes de rendement en fonction de leurs résultats. Mais c'est surtout sur la question des prix que la réforme hongroise innovait (en système d'économie planifiée, c'est la question des prix qui est primordiale) : pour simplifier, elle instituait une certaine vérité des prix, propre à encourager les initiatives, et à développer les échanges extérieurs avec l'ouest. Dans un premier temps, il avait permis une élévation notable du niveau de vie. Mais à compter de la fin des années 1970, la machine économique s'enraya à tous les niveaux (productivité, rendements, production, revenus...). Seul un endettement croissant, et bientôt vertigineux, permit la survie du régime. Au milieu des années 1980, avec 7 milliards de dette extérieure, la Hongrie surpassait même la Pologne.

En Pologne, le gouvernement d'E. Gierek (l'ancien mineur expulsé de France en 1934) avait ouvert le pays à l'introduction des technologies et des prêts occidentaux. Mais, dès 1975, on observait un inquiétant déficit commercial, car les exportations de produits primaires et manufacturés, de qualité médiocre et de prix défavorable pour l'Occident ne compensaient pas les fortes importations de biens de consommation. D'où un accroissement spectaculaire de l'endettement : de 700 millions de dollars en 1971, la dette de la Pologne passe à 12 milliards en 1977 et à 24 milliards en 1980. C'est dans ce contexte de faillite économique et politique que se développent les grèves de 1976 et que naît le syndicat Solidarité.

b) Des régimes discrédités

Dans les années 1970, on assiste dans la plupart des régimes communistes européens à la résurgence d'une société civile au sein de laquelle se développent des comportements et des valeurs « non conformes », voire franchement opposées à l'idéologie communiste. Le pouvoir communiste est contraint de fermer les yeux sur le développement de l'économie parallèle. Il doit accepter la création de sphères d'autonomie sociale, en particulier chez les jeunes, tout en continuant à réprimer les comportements de fuite et le passage à l'ouest des élites. On assiste à un renouveau de la pratique religieuse et à un réveil des nationalismes et des nationalités (en URSS, voir cours précédent). En Pologne, c'est ainsi toute une société qui entre en dissidence, l'Eglise catholique fédérant la contestation contre le pouvoir communiste, notamment après l'élection de Jean-Paul II en 1978 (« N'ayez pas peur », déclare-t-il aux Polonais dans un discours d'octobre 78). Symbole en effet de la renaissance d'une société civile qui se retourne contre le pouvoir communiste : la création du syndicat Solidarité par un monteur électricien des chantiers navals de Gdansk, Lech Walesa : pour la première fois dans un régime communiste, un syndicat indépendant contraint le pouvoir à signer un accord pour mettre un terme à une grève, en août 1980 : les accords de Gdansk. Même si le pouvoir du maréchal Jaruzelski y mit provisoirement un terme en décrétant l'état de guerre, le 13 décembre 1981, l'Empire extérieur est devenu, comme le dit Malia le « maillon faible », l'épicentre du séisme qui provoque l'effondrement du modèle communiste.

Attention toutefois sur ce point : ce n'est pas l'essor de la dissidence en tant que telle qui a provoqué la chute du communisme. L'exemple de l'URSS le montre bien. La dissidence n'est que le symptôme le plus spectaculaire, mais peu représentatif d'un phénomène bien plus étendu, ce que Werth appelle dans son manuel la « multiplication des manifestations de désaccord ». La dissidence, en tant que forme nouvelle d'opposition au régime communiste, a fait suite aux remous provoqués au sein de l'intelligentsia par le procès de deux écrivains juifs, Iouri Daniel et Andreï Siniavski, accusés

en 1966 de propagande antisoviétique pour avoir publié leurs œuvres à l'étranger. C'est en fait le procès de toute la littérature qui veut échapper à la censure : l'Etat veut ainsi fixer les limites de ce qui est permis et intimider la communauté intellectuelle. L'Union des Ecrivains les exclut et, en février 1966, ils sont condamnés à plusieurs années de camp. Mais ce procès suscite une vague de protestation : l'intelligentsia a évolué depuis l'affaire Pasternak. Vladimir Boukovski, un jeune étudiant en biologie, organise avant même l'ouverture du procès une **manifestation de soutien qui réunit, le 5 décembre** 1965, près de 200 personnes sur la place Pouchkine, à deux pas des *Izvestia*. C'est, pour beaucoup d'historiens, l'acte de naissance de la dissidence. N. Werth et G. Mouleec écrivent ainsi que les dissidents « provoquent par leur comportement une véritable révolution copernicienne » de l'opposition au régime, en ce que « leur démarche va à l'encontre des pratiques clandestines des « opposants antisoviétiques ». **Il ne s'agit plus de nier la légitimité du pouvoir, mais d'exiger le strict respect de la Constitution** ». C'est au nom même du droit dont se réclame l'Etat soviétique que les dissidents justifient leur engagement, prenant au mot un pouvoir qui se targue désormais de respecter la « légalité socialiste ». **Les dissidents fondent là où ils le peuvent des « comités » chargés de répertorier les atteintes aux droits de l'homme en URSS**, dont le travail alimente la publication de ***La Chronique des événements courants, à partir de 1968***. Et parmi les nouveaux moyens employés par les dissidents : l'appel systématique à l'opinion publique internationale, dès avant la ratification par l'URSS de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki en 1975. Dans l'ensemble, **le mouvement dissident reste un mouvement culturel et plus encore éthique** qui se propose d'offrir une alternative morale au régime en défendant les droits de l'homme, à travers de multiples groupes, comme le **Comité pour la Défense des droits civiques, fondé en 1970** par A. Sakharov, ou le Groupe de Surveillance de l'application des accords d'Helsinki, créé en 1975 par Youri Orlov. Ce mouvement ne concerne que quelques centaines d'intellectuels. Mais les fortes personnalités d'**A. Soljenitsyne et de A. Sakharov** permet à la dissidence de se faire connaître à l'étranger. La question des droits de l'homme en URSS devient d'ailleurs une question internationale dans les années 1967 – 1973 et elle culmine en **1974 lors de la publication à l'étranger de *l'Archipel du goulag***, en décembre 1973, ce qui vaut à Soljenitsyne d'être expulsé d'URSS en février 1974. **L'image de l'URSS à l'étranger est ternie par la lutte menée par le KGB contre la dissidence**. Le discrédit international de l'URSS est manifeste, **mais les méthodes du KGB n'en sont pas moins efficaces** : entre la répression brutale (enfermement dans des centres psychiatriques ou relégation en camps) l'isolement (assignation à résidence comme pour Sakharov) et l'exil forcé, elles permettent sinon de casser la dissidence, du moins d'empêcher son essor.

EN URSS même, le **samizdat** devient le seul moyen d'expression privilégié des dissidents les plus hostiles au régime à partir des années 1960. C'est que relève le président du KGB, **Youri Andropov**, dans un rapport de 1969 :

7 février 1969. Confidentiel. Au Comité central.

« Ces dernières années on note la diffusion, au sein de l'intelligentsia et de la jeunesse, de documents idéologiquement nuisibles, qui prennent la forme d'essais politiques, économiques et philosophiques, d'œuvres littéraires, de lettres collectives envoyées aux instances gouvernementales, aux organes du Parti, aux instances judiciaires ou à la procureure, de mémoires écrites par les «victimes du culte de la personnalité ». Les auteurs et les diffuseurs de ces textes les nomment «littérature hors censure » ou encore « samizdat ».

Ces documents, qui présentent certains défauts du système communiste comme étant des tares originelles, déforment l'histoire du P.C.U.S. et de l'État soviétique, critiquent les mesures prises par le Parti et le gouvernement sur les questions nationales et dans le développement de l'économie et de la culture, font la propagande de théories opportunistes sur « l'amélioration » du socialisme en U.R.S.S., et enfin exigent l'abolition de la censure, la réhabilitation des individus condamnés pour agitation et propagande antisoviétiques, la modification de la Constitution soviétique.

Le samizdat, dans la plupart des cas, prend la forme d'un manuscrit, dactylographié ou écrit à la main, qui passe de l'un à l'autre et qui est reproduit grâce à l'utilisation de photocopieuses ou de ronéotypes. La diffusion de ces ouvrages « hors censure » attire des éléments louches et des spéculateurs qui les vendent et en retirent ainsi des bénéfices. [...].

Les éléments antisoviétiques et antisociaux font très souvent parvenir leur production « hors censure » aux rédactions des journaux occidentaux, des magazines, aux stations de radio ainsi qu'aux centres de l'émigration en espérant que la propagande radiodiffusée occidentale, grâce à ses émissions à destination de l'U.R.S.S., donnera la possibilité à un nombre important de citoyens soviétiques de prendre connaissance de ces documents et ainsi de faciliter leur diffusion à l'intérieur de l'U.R.S.S.

Les informations contenues dans les samizdats sont largement employées par les services de renseignement des États capitalistes et des organisations antisoviétiques étrangères dans leurs actions de diversion idéologique dirigées contre l'U.R.S.S. Elles sont présentées par les idéologues impérialistes comme la « preuve » de l'existence en U.R.S.S. d'une « opposition active ». Ainsi, ces derniers temps, la propagande impérialiste fait une active publicité à l'article de Sakharov et à la production de Soljenitsyne [...].

Dans un autre rapport, daté cette fois de 1976, Andropov évoque les succès obtenus par le KGB contre la propagande antisoviétique sur la défense des droits de l'homme en URSS :

« Au cours des dernières années, les services spéciaux et les organisations de propagande de l'ennemi ont tenté de promouvoir l'idée selon laquelle une « opposition intérieure » existerait en U.R.S.S. Pour ce faire, ils ont pris toutes les mesures afin de venir en aide aux instigateurs de manifestations antisociales et ont ainsi, objectivement, contribué à la réunion des diverses tendances antisociales.

[...] En 1970, dans le but de multiplier les activités antisociales des individus hostiles, Tchaldzé a créé un soi-disant « Comité de défense des droits de l'homme » qui comptait parmi

ses membres, outre lui-même, l'académicien Sakharov et Chafarevitch, membre correspondant de l'Académie des sciences.

[...] Les initiatives prises par le K.G.B. ont permis la discréditation totale et l'arrêt pratiquement complet des activités du Comité pour la défense des droits de l'homme; la « section russe » a été fortement limitée dans ses possibilités.

Cependant, l'ennemi, qui ne tient aucun compte de ses échecs dans la constitution d'une «opposition intérieure », poursuit son action dans la même direction.

Le 12 mars, à l'initiative de Iouri Orlov, membre correspondant de l'Académie des sciences d'Arménie, sans profession, les éléments antisociaux ont annoncé la création d'un «groupe de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki ».

[...]Les individus cités ci-dessus n'ont créé ce groupe que dans un but de provocation. En mettant en doute la réalité des efforts faits par l'U.R.S.S. pour se conformer aux dispositions de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, ils tentent ainsi de faire pression sur le gouvernement soviétique en ce qui concerne la mise en pratique des accords d'Helsinki, en particulier sur les questions relevant de la « troisième corbeille ».

Les membres de ce groupe organisent la collecte de matériaux concernant de prétendues violations de l'Acte final de la part du gouvernement soviétique et tout particulièrement sur « la violation des droits fondamentaux des citoyens soviétiques » et les « persécutions pour faits de dissidence » [...].

Les informations ainsi accumulées sont transmises, par divers canaux, aux gouvernements des États signataires de l'Acte final.

L'arrière-pensée des membres de ce groupe est de faire appel, pour des cas bien précis, à ces pays pour que soient constituées des commissions d'enquête internationales. Dans cette optique, le groupe compte sur la pression que l'opinion publique internationale peut exercer sur le gouvernement soviétique et ne tentera donc pas, selon les mots d'Orlov, « de rechercher le soutien du peuple [soviétique] » [...].

Le K.G.B. prend des mesures pour compromettre les membres de ce groupe et réprimer leurs activités hostiles.

Communiqué à seule fin d'information.

Le président du K.C.B., I.V. Andropov.

Cf Werth-Moullec : « La force des dissidents, coupés des masses, n'a jamais été leur nombre, ni leur unité. En cela, ils sont bien les héritiers de l'intelligentsia progressiste russe du XIXe siècle, coupée du peuple et traversée par les deux grands courants de pensée, slavophile et occidentaliste. Leur survie et leur succès final s'expliquent par la capacité qu'ils ont eue à entraîner l'Etat sur leur propre terrain : celui du droit ».

La distance critique adoptée par de larges fractions de l'intelligentsia se manifeste ainsi bien moins par une opposition de masse au régime, que par la diffusion d'une contre-culture qui libère au sein de la société un mécontentement diffus et qui favorise l'émergence d'une opinion publique. Les lieux de diffusion de cette contre-culture sont multiples : cafés littéraires, expositions clandestines,

etc... L'écho qu'elle rencontre explique le succès du théâtre de la Taganka, théâtre d'avant-garde créé à Moscou par Iouri Lioubimov, dont les pièces traitent surtout des rapports entre l'Artiste et le pouvoir, l'Individu et l'Etat, comme dans sa pièce de 1966, *Ecoutez Maïakovski* : de manière significative ici, Lioubimov tentait de restituer la dimension subversive du poète statufié et par conséquent fossilisé par le régime soviétique. Lioubimov finit par être déchu de sa citoyenneté soviétique et expulsé en 1984, ce qui montre les limites dans lesquelles les non-conformistes intégrés peuvent s'exprimer. Dans le rôle de Maïakovski, un jeune acteur, Vladimir Vyssotski (qui épouse l'actrice française Marina Vlady), qui devient ensuite l'un des chanteurs les plus vénérés en URSS. La chanson devient en effet l'un des médias de cette contre-culture : contre-culture, car en dehors des circuits officiels, diffusée parce qu'on commence à appeler dans les années 60, avec l'apparition des magnétophones, le *magnitizdat* (« enregistré par soi-même »). De manière significative là encore, comme pour le samizdat, le pouvoir a dû s'accommoder de pratiques officieuses, à la limite de la légalité. L'un des précurseurs de ces chanteurs anticonformistes est le géorgien Boulat Okoudjava, le pionnier de la nouvelle chanson des rues, avec sa guitare et son look à la Brassens. Ses cassettes circulent de main en main et en font la plus grande entreprise musicale du pays. Même succès extraordinaire pour Vyssotski : plusieurs milliers de personnes se sont spontanément recueillies devant le théâtre de la Taganka lors de sa mort, en 1980. A la diffusion de cette contre-culture participe également toute une nouvelle génération de cinéastes soviétiques, incarnée par Nikita Mikhalkov ou Andreï Tarkovski, dont *Le Miroir* peut être projeté en 1974 et pour lequel les billets ont été vendus une semaine à l'avance, mais les cinéastes souffrent peut-être davantage de la censure dans la mesure où leur œuvre finit plus facilement sur une étagère. *Andreï Roublev*, film du même Tarkovski, tourné en 1965, n'est autorisé et diffusé confidentiellement en URSS qu'en 1972 et seulement parce qu'il avait été primé à Cannes.

Werth insiste dans son manuel sur l'ampleur prise par la contestation culturelle d'une grande partie de la jeunesse, attirée par les modèles occidentaux ; elle constitue selon lui l'une des manifestations principales de désaccord dans la période Brejnev. En réaction contre la variété officielle, elle aussi pourtant largement inspirée de l'Occident et en particulier de la variété italienne, la jeunesse trouve dans le rock un moyen de s'affirmer comme groupe social autonome, à tel point que les autorités sont contraintes de lâcher du lest en acceptant l'organisation de certains concerts, voire en chargeant le komsomol d'encadrer le mouvement, comme lors de la création du Rock Club de Leningrad en 1981. Durant la perestroïka, le rock finira par occuper le devant de la scène culturelle en URSS pour s'imposer comme le plus vaste rassemblement anticonformiste de la jeunesse. Au grand dam de l'ex-dissident contraint à l'exil Alexandre Zinoviev, dans une interview de 1984 au

Figaro : selon lui en effet, « Les jeans et la pop music... ont fait plus pour la démoralisation des Soviétiques que la propagande pour la liberté et les ouvrages de ceux qui dénoncent le régime soviétique ».

L'essor de cette contre-culture est tel qu'elle finit par étendre ses ramifications au sein de l'intelligentsia la plus liée au pouvoir, au point de faire naître ce que Malia appelle une sorte de « dissidence fantôme » installée dans les structures du régime communiste lui-même. Dans son manuel, Werth signale que la critique des dysfonctionnements de l'économie constitue également l'une des manifestations de désaccord les plus significatives de la période. On l'a vu avec le « rapport de Novossibirsk ».

Surtout, tous les réformateurs, Gorbatchev compris, ont dû affronter un laisser-aller général, un refus massif de coopérer, qui témoignent d'un discrédit massif des régimes communistes. De ce point de vue, la mort de l'utopie communiste a largement précédé celle des régimes qui croyaient pouvoir encore s'en réclamer pour la forme. Les rapports secrets publiés par G. Moullec et N. Werth sont une longue litanie des multiples manquements à la discipline collective que l'Etat soviétique attendait de ses citoyens. C'est le cas dans les kolkhozes, où, en dépit de multiples tentatives pour relancer l'initiative individuelle, l'absentéisme est généralisé. « Rien ne change dans des campagnes clochardisées, où le laisser-aller a gagné toutes les sphères du comportement social » (Moullec et Werth).

Il en va de même en milieu ouvrier. L'amélioration des conditions de vie et les avantages sociaux ont fait disparaître les manifestations les plus violentes de protestation ouvrière. La discipline de travail coercitive introduite à l'époque de Staline avait été démantelée. En URSS, la dernière grande émeute ouvrière avait eu lieu en 1962 à Novotcherkassk, dans le sud de la Russie. A l'origine de l'émeute, l'augmentation du prix d'un certain nombre de produits alimentaires (et l'on mesure ici l'étroite marge de manœuvre des réformateurs qui, en URSS, s'efforcent de rétablir un minimum de vérité des prix). Les revendications mirent également en cause les conditions de travail : non respect des normes de sécurité, faiblesse des salaires. Les formes de l'émeute rappellent le mode classique de la grève ouvrière : le cortège de femmes et d'enfants, le drapeau rouge, le portrait de Lénine brandi par les grévistes, sorte de pied-de-nez carnavalesque retournant contre le régime les valeurs et les mythes dont il se réclame. Les autorités durent envoyer les chars et la répression fit au moins une vingtaine de morts, probablement plus. L'affaire ne fut connue en Occident qu'en 1975, lorsque Soljenitsyne la révéla dans *L'Archipel du goulag*. Des grèves sporadiques, soigneusement masquées par le pouvoir soviétique, se déclenchèrent ici ou là dans les années 70. Les tentatives visant à

encadrer cette protestation ouvrière demeurèrent toutefois très marginales : ainsi pour créer des syndicats indépendants, comme celui de l'ingénieur Klebanov, en 1977.

Car ici encore, ce n'est pas une opposition déclarée et organisée qu'affronte principalement le pouvoir soviétique. Comme le suggère N. Werth, le mécontentement ouvrier continua à se manifester principalement sous une forme passive, expérimentée largement depuis les années 1930 : faible productivité, grande mobilité, absentéisme, mauvaise qualité de la production, développement de l'alcoolisme ; au point que Malia parle de « déclin biologique » de la population ouvrière, dont témoigne surtout la reprise à la hausse du taux de la mortalité infantile.

Rapport du ministre de l'Intérieur sur le nombre de personnes arrêtées en état d'ébriété sur la voie publique en 1977.

23 mars 1978. Confidentiel. Au Comité central.

En 1977, la milice a pris des mesures contre 8 100 000 personnes ayant enfreint la législation antialcoolique, soit une augmentation de 2,3 % par rapport à 1976. Nous avons ramassé dans les rues et dans d'autres lieux publics 7 200 000 personnes en état d'ébriété, soit une augmentation de 2,7 %. Nous avons placé 5 900 000 individus dans des désoùloirs, soit une augmentation de 3,3 %. Des mesures administratives ont été appliquées aux contrevenants et des communiqués d'information ont été envoyés sur leur lieu de travail et d'habitation. Ainsi, 4 600 000 personnes ont dû payer une amende, et 1 600 000 ont reçu un simple avertissement. Afin de prendre des mesures de coercition sociale, 1 800 000 dossiers concernant ces contrevenants ont été transmis aux collectifs de travail, soit 8,2 % de plus qu'en 1976.

Le ministre de l'Intérieur d'U.R.S.S., N. Chtchelokov.

Nicolas Werth et Gaël Moullec, *Rapports secrets soviétiques 1921-1991. La société russe dans les documents confidentiels*, Gallimard, 1994.

La consommation d'alcool aurait doublé en 25 ans, de 1955 à 1980, passant de 7 à 15 litres en moyenne par personne et par an. Ce n'est pas forcément plus qu'en France ou aux Etats-Unis. Mais ce qui distingue les Russes des peuples occidentaux, c'est le type d'alcool consommé (alcools forts, vodka, mais aussi tord-boyaux de fabrication artisanale) et le mode de consommation : non pas au bistrot du coin, inexistant, mais dans la rue et en vitesse, ou bien lors de sorties qui, culturellement, doivent obligatoirement se transformer en beuveries... Les ravages de l'alcoolisme témoignent de la totale inefficacité de la politique de prévention, alors qu'on lui attribue un million de morts par an, le sixième des cas de débilité à la naissance, mais aussi en grande partie les pertes de productivité au

travail (15 à 30% au lendemain des congés et jours de fêtes), l'accroissement incontrôlé des dépenses médicales, les accidents de la route, les malfaçons, sans parler de la violence, criminelle ou domestique. La tolérance des autorités soviétiques à l'égard de l'alcoolisme fait également partie du consensus maintenu vaille que vaille en URSS (avant justement que la perestroïka ne s'attaque courageusement à ce fléau). Il faut dire que les taxes perçues sur la vente de boissons alcoolisées représentaient 12% de l'ensemble des recettes de l'Etat...

Certes, comme en RDA, l'ère Brejnev a permis aux ménages soviétiques de mieux s'équiper. Entre 1970 et 1984, le taux d'équipement des ménages passe de 51 à 96% pour les TV, de 32 à 91% pour les frigos, de 51 à 70% pour les machines à laver. Mais dans ces conditions, le maintien de la pénurie ou les déficiences de qualité pour de nombreux produits ont été plus mal ressentis. La capacité du régime à produire du consensus grâce à la progression régulière du niveau de vie s'est également émoussée au fil des années. A la fin de l'ère Brejnev, on peut estimer qu'un tiers des Soviétiques vivaient encore aux alentours du minimum vital. D'importantes poches de pauvreté n'avaient donc pas été résorbées. Surtout, la progression de l'économie parallèle avait creusé des inégalités importantes entre revenus licites et revenus illicites, et la croissance des revenus sociaux tels que pensions ou allocations familiales s'était considérablement ralentie, voire interrompue. Comme le relevait en 1990 Jean-Marie Chauvié (*URSS. Une société en mouvement*), « le progrès indéniable a suscité plus de besoins qu'il n'en a satisfait. Du moins dans les grandes villes ».

A partir des années 70, une forme de résistance ouvrière devient prépondérante : celle qui, derrière une adhésion de façade au régime et à sa politique, va de pair avec un « formidable laisser-aller qui se traduit par un manque total de conscience professionnelle », même dans des secteurs particulièrement sensibles, comme la construction de centrales nucléaires : exemplaire est le rapport sur la construction de Tchernobyl, en Ukraine, rédigé par le président du KGB en personne, Y. Andropov, en 1979 : ce qui montre que 7 ans avant l'explosion du réacteur de cette centrale, en 1986, les plus hautes autorités de l'Etat savaient qu'elle avait été construite en dépit du bon sens, ce dont les ouvriers furent d'ailleurs les premières victimes, comme l'atteste le nombre élevé d'accidents du travail.

Rapport du K.G.B. sur des défauts dans la construction de la centrale atomique de Tchernobyl.

21 février 1979. Confidentiel. Au Comité central.

Selon les informations dont dispose le K.G.B., divers chantiers de construction réalisant le bloc n° 2 de la centrale atomique de Tchernobyl mènent leurs travaux sans aucun respect des normes, des technologies de montage et de construction définies dans le cahier des charges. Le tout peut conduire à des incidents techniques ayant des conséquences mortelles.

Les piliers de la carcasse de la salle des machines sont montés avec des écarts de 100 mm, dans certains cas les liaisons horizontales entre les piliers sont absentes. Les plaques préfabriquées sont montées avec des écarts de 150 mm [...]. Les voies ferrées sur lesquelles se meuvent les grues ont un décalage de 100 mm avec les zones de freinage et, à certains endroits, ont une inclinaison de 8°.

Le chef adjoint de la direction de construction, le camarade Gora V.T., a donné l'ordre de repasser une couche de béton sur la plaque de fondation où l'isolation hydraulique verticale était, en de nombreux endroits, endommagée [...]. L'endommagement de l'isolation hydraulique rend possible une inondation du territoire de la centrale à la suite de la montée des eaux souterraines et peut conduire ainsi à des dégagements radioactifs dans l'environnement [...].

Les usines de béton travaillent sans aucune régularité, leur production est de faible qualité. La coulée de béton armé a connu des interruptions qui ont conduit à l'apparition de failles et d'un effet «mille-feuilles» dans les fondations. Les voies de service menant à la centrale sont si dégradées qu'elles peuvent être la cause d'accidents [...].

Cent soixante-dix personnes ont été victimes d'accident du travail à la suite du non-respect des normes de sécurité pour les trois premiers trimestres de 1978. Ceci représente une perte de 3 366 journées de travail [...].

Communiqué à seule fin d'information.

Le président du K.G.B., I.V. Andropov.

L'accroissement de la délinquance (qualifiée de « hooliganisme » dans les rapports du KGB) est l'une des conséquences de la crise du système soviétique, car elle est souvent liée à l'essor du marché noir et de l'économie parallèle. Ici, l'incurie du régime se traduit par la dissémination de la corruption dans tous les secteurs de la société. « Comme le marché clandestin répondait à d'authentiques besoins sociaux, et non pas à la pure « spéculation », écrit M. Malia, il finissait par concerner toute la population : chaque citoyen était un délinquant à un titre ou à autre », jusqu'aux plus hautes instances du parti, liées à d'influents mafias. Le régime trouvait intérêt à se montrer tolérant envers divers manquements à la légalité socialiste, au risque de contredire ses propres valeurs et de laminer les fondements de l'ordre socialiste, à commencer par le discrédit que cela a entraîné à l'égard de la classe dirigeante.

La glasnost prônée par Gorbatchev a sur ce plan encore aggravé la perte de légitimité des régimes communistes. Elle révèle au grand jour l'écart entre le discours officiel et les réalités sociales, qui, durant l'ère Brejnev, entretenait toute une culture du mensonge et de l'hypocrisie. Là, le KGB a raté complètement sa cible. Comme l'écrivent G. Moullec et N. Werth, « dans un pays marqué par l'élévation générale du niveau d'instruction de la population, les seules méthodes policières de contrôle et de censure de l'information ne suffisent plus. La société est devenue plus complexe, avec toute une gamme de « structures informelles », de « micro-univers », d'espaces de « micro-

autonomie », avec leur public, leur culture et leur contre-culture ». « Pour avoir focalisé toute son attention sur les « diversions idéologiques de l'ennemi », le pouvoir n'a pas su voir l'éclosion d'une société nouvelle, l'émergence d'une société civile... Incapable d'évaluer la situation, le pouvoir n'a jamais pu, depuis, combler le fossé : la société garde toujours un temps d'avance » et Gorby l'apprend à ses dépens après 1985.

c) Crise du communisme et mondialisation

Je prends ici prétexte du corrigé pour élargir la réflexion, bien au-delà bien sûr de ce qu'on pourrait écrire en 4 heures. Pierre Grosser propose ainsi d'inscrire la chute du communisme dans le cadre global de la mondialisation des années 1970-1980. « Les règles de la guerre froide (GF) ont changé parce que le monde a changé ». Pour Grosser, la fin de la GF résulte en partie de « la tendance à l'unification du monde », à une « dynamique d'homogénéisation idéologique, économique et politique ». Bien entendu, la fin de la GF apparaît comme le triomphe du modèle capitaliste sur le socialisme, au point que certains prophètes ont cru pouvoir annoncer la fin de l'histoire. Mais est-ce vraiment la fin DU socialisme, ou seulement la fin d'UN socialisme, le socialisme soviétique, incapable, comme on l'a vu plus haut, de se réformer ? Le communisme a survécu en Asie à l'effondrement de sa variante européenne. Même si les régimes communistes asiatiques ont perdu, comme la Chine, leurs capacités mobilisatrices à la suite de leurs échecs et de leurs crimes, ils durent. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées : parce qu'ils sont plus endogènes et qu'ils n'ont jamais été réellement intégrés dans la sphère d'influence soviétique, qu'ils se sont affirmés dans des guerres d'émancipation et qu'ils sont inséparables du nationalisme ; parce qu'ils ont hérité de traditions d'encadrement bureaucratique d'Etat et que la nécessité de rattraper leur retard économique a accru la nécessité d'un Etat autoritaire ; parce qu'ils ne font pas face en Asie à un contre-modèle occidental, et la liste de ces hypothèses reste ouverte. Pour certains observateurs, la proclamation de la défaite du socialisme intervient donc trop tôt.

Pour d'autres, elle intervient trop tard au contraire. La fin de l'idée révolutionnaire marxiste est intervenue avant la fin de la GF. D'une manière générale les Soviétiques n'ont pas beaucoup contribué dans le Tiers Monde à des révolutions se réclamant du marxisme : ils ont pu tout au plus soutenir après coup des régimes qui s'en réclamaient, comme en Amérique latine, où le communisme soviétique s'est greffé sur un cycle révolutionnaire issu de traditions locales. Mais en fin de compte, les marxismes utopiques se sont épuisés dès les années 1950-1960, et avec eux, le rayonnement universel de l'idée communiste.

A partir des années 1970, on constate en effet partout, aussi bien au Sud et à l'Est qu'à l'Ouest, que l'Etat a reculé face au marché et à l'affirmation du libéralisme. Les modèles de développement étatistes autocentrés ont été abandonnés progressivement dans le Tiers Monde. On vient de voir que les régimes communistes eux-mêmes ont cherché à réinjecter des mécanismes de marché dans le système de l'économie planifiée. Dans bon nombre de pays communistes, les élites bureaucratiques ont vu dans l'ouverture au marché mondial le seul moyen de préserver leur position dominante : ils ont pu comme en Hongrie (mais surtout en Chine), pousser en faveur des réformes, en particulier la privatisation, afin d'attirer les capitaux extérieurs. « Une partie de l'élite communiste a ainsi cherché à reconvertir son pouvoir (d'où les transitions en douceur ensuite), devenant le noyau d'une classe dirigeante/possédante connectée au monde ». Nombre de responsables économiques communistes en Pologne et en Hongrie ont profité de la législation libérale de 1988 pour se reconvertir dans le secteur privé et ont ainsi préparé leur reconversion avant même l'effondrement du communisme européen.

La volonté des nouvelles classes moyennes des pays communistes à participer au consumérisme global a été aussi un puissant facteur de changement. « Après le communisme de l'acier, après celui du Spoutnik et après celui du goulasch, serait apparu le communisme des yuppies, nés après la guerre, éduqués après la mort de Staline, soucieux de libéralisation et d'accès à la société-monde de la consommation ». La révolution intervenue dans le domaine des communications a contribué à révéler l'écart croissant de niveaux de vie entre des groupes sociaux similaires, mais vivant dans deux systèmes différents, le libéral et le socialiste. « Le changement politique a été accéléré à l'intérieur des pays socialistes par la montée d'une nouvelle classe moyenne et par sa perception d'un écart de niveau de vie et de l'apparente incapacité des systèmes centralement planifiés à répondre aux changements structurels dans les technologies de production ». Bref, s'est affirmée l'idée qu'il n'était plus possible de s'isoler des flux d'information, de biens, de technologies, de services et de capitaux qui irriguent le système-monde, qui conditionnent la prospérité et définissent la puissance. Qu'il était essentiel de profiter des bénéfices du renforcement de la coopération internationale dans le domaine économique et technologique. C'est du reste l'un des principaux objectifs de la perestroïka : pour Gorbatchev, la priorité n'est plus d'exclure les Etats-Unis de l'Europe, comme auparavant, mais d'intégrer l'URSS dans l'Europe.

Le communisme « a été progressivement dilué dans le marché », comme l'avait souhaité et annoncé Lloyd George ou Margaret Thatcher. Les pays communistes d'Europe ont échoué car, contrairement aux pays communistes asiatiques, ils ont été incapables de prendre en marche le train de la mondialisation, d'attirer des capitaux occidentaux et d'exporter, car ils se sont spécialisés dans des productions qui déclinaient déjà à l'Ouest dans les années 70 : textiles, produits sidérurgiques par

exemple. Comme pour nombre de pays du Sud, ni la stratégie autarcique, ni celle de la promotion des exportations n'a été efficace, l'endettement s'est accumulée, provoquant une crise en Pologne en 1981 et imposant la mise en place de politiques drastiques d'austérité, particulièrement dure en Roumanie par exemple. « En définitive, les pays communistes ont eu à gérer la même contrainte que les pays du Sud : réintégrer le système-monde capitaliste après l'échec des modes de développement autocentrés (eux aussi caractérisés par l'action volontariste de l'Etat, appelée à se substituer aux mécanismes du marché).

Plus généralement, la croyance en l'efficacité de la force a décliné, parallèlement à la priorité générale accordée au bien-être des populations, à cause également de la diffusion des valeurs morales liées à la démocratie. La sécurité est de plus en plus appréhendée en termes politiques, non plus militaires. C'est l'un des thèmes de la nouvelle pensée de Gorbatchev lorsqu'il critique l'insistance de ses prédécesseurs à renforcer la sécurité par des moyens militaires, qui inquiètent, plutôt que par des moyens politiques qui rassurent. Selon Grosser par conséquent, l'idée de nouvel ordre international, où la coopération succéderait à l'affrontement, n'est pas un commencement, mais un aboutissement. Ce ne sont pas la force et la dissuasion occidentales qui ont mené à la fin de la GF, mais la volonté des Etats et des sociétés, notamment l'Union soviétique, d'être associés à un ensemble depuis longtemps pacifique et prospère, et la crainte d'en être exclus. L'URSS a cherché à se joindre aux « pratiques du jeu multilatéral », après avoir refusé de le faire au lendemain de la 2^e GM, ce qui avait entraîné le déclenchement de la GF.

Grosser situe également la fin de la GF dans le contexte du recul de l'autorité de l'Etat, à tous les niveaux. A l'échelle nationale, partout a été remise en cause la fonction redistributrice de l'Etat, son action a été de plus en plus délégitimée. A l'Ouest comme à l'Est, constate Grosser, les régions riches ont refusé à continuer à payer pour les régions pauvres en temps de crise. La Slovaquie riche a été la première à demander sa sortie de la fédération yougoslave, les Pays baltes plus riches que la moyenne ont demandé à quitter l'URSS. « La fin de la GF est le résultat d'un sauve-qui-peut généralisé des groupes sociaux et des régions les plus riches ». De ce point de vue, l'URSS a connu un phénomène d'effondrement interne de l'Etat, analogue à celui qu'ont connu bon nombre d'Etats du Tiers Monde. Jacques Sapir considère ainsi que « ce n'est pas la désintégration d'un empire sous les coups des peuples révoltés, c'est le démembrement d'un Etat, sous l'aiguillon de la nécessité ». Les régimes soviétisés ont subi de plein fouet cette crise de l'Etat, précisément parce que l'Etat y était hypertrophié : Grosser parle à ce propos de « désétatisation de l'intérieur », qui résulte à la fois d'une défection par en haut (les élites qui cherchent à rejoindre le système d'économie mondialisé) et d'une défection par en bas (la multiplication des comportements non conformes, l'essor de l'économie

parallèle voire mafieuse). Dans le même ordre d'idées, on a vu comment le système soviétique, gaspilleur de ressources, a été incapable de faire face aux mutations de l'économie mondiale, contrairement aux pays communistes asiatiques. Les économies de l'Europe communiste, à la différence de celles de l'Asie communiste, ont raté le virage de la mondialisation, elles ne sont pas parvenues à s'insérer dans la nouvelle dynamique des flux de capitaux et des échanges mondiaux.

Du temps de la GF, la géopolitique mondiale prenait appui sur des espaces aux frontières bien délimitées, sur lesquels les Etats exerçaient le monopole légitime de leur souveraineté. Or, dans un monde globalisé, la puissance ne provient plus du contrôle des espaces, mais du contrôle de la vitesse des flux, d'information, de capitaux, de marchandises, etc. Dans cette perspective, l'URSS et les Etats communistes européens ont été également dans l'incapacité de faire face aux nouveaux flux d'une information mondialisée. En 1982, 40 millions de Soviétiques disposaient de postes de radio pouvant capter des radios étrangères. Les jeunes disposaient de magnétophones pour écouter de la musique étrangère, notamment anglo-saxonne. En Allemagne surtout, l'ensemble des chaînes de TV ouest-allemandes pouvaient être reçues sur presque tout le territoire de la RDA (le mur de Berlin n'a jamais été un mur hertzien). Pour préserver leur audience, les TV est-allemandes, hongroises ou polonaises ont été contraintes d'introduire des divertissements à l'occidental. La culture occidentale de masse s'est ainsi déversée sur le monde communiste, de moins en moins étanche. Les industries culturelles occidentales ont diffusé à l'Est l'idéologie de la consommation. « C'est le triomphe des Big Brothers du divertissement ».

Il convient toutefois de nuancer le rôle qu'ont pris les médias occidentaux dans la chute du mur. Certes, les médias occidentaux ont permis aux populations de l'Est d'avoir accès à des sources non officielles. Ils ont relayé les textes des dissidents. Mais ce ne sont pas les médias qui ont provoqué la chute du communisme, tout simplement parce que ces médias prêchaient déjà à des convertis : les médias ont seulement entretenu et renforcé le mouvement social qui, à l'Est, commençait à mobiliser la population contre les autorités. C'est aussi parce que le pouvoir a été incapable d'utiliser les nouveaux médias pour conserver le contrôle sur les flux d'information diffusés dans le pays. Le pouvoir communiste a préféré recourir aux sources traditionnelles de l'espionnage policier. De ce point de vue, « le monde communiste a implosé parce qu'il était à la fois trop ouvert et pas assez ouvert ». On retrouve ici l'idée que la glasnost n'a fait qu'empirer les choses : « Plus de relations avec le monde, plus de traductions de livres, plus de commerce, plus de tourisme, plus de vols internationaux ont donc dilué le communisme ». « L'URSS a explosé au contact du monde », suggère encore Grosser.

Tout ceci aide à comprendre pourquoi l'Empire soviétique s'est effondré en ayant pourtant conservé sa puissance militaire quasiment intacte. A la fin du XXe siècle, la puissance ne dépend plus de la seule détention de l'arme nucléaire ; cette dernière contribue même à l'affaiblir car la puissance militaire est de plus en plus un fardeau incompatible avec la performance économique. « La fin de la GF est donc issue de la disjonction entre puissance militaire et économie » (P. Grosser).

J'y pense : on pourrait imaginer un sujet intitulé « la puissance dans le monde » ou « Etats et puissance » au XXe siècle.

d) Une victoire de l'Occident ?

Voir corrigé précédent sur la question. On peut inverser l'argument attribuant aux Etats-Unis en général, et à Reagan en particulier, le mérite d'avoir gagné la GF. En effet, le seul succès de Gorby est peut-être justement celui qu'il a pu enregistrer dans le domaine de la politique extérieure, à une exception près : l'intégration des anciennes démocraties populaires dans l'OTAN, qui marque l'échec de son projet de « maison commune européenne ». Mais c'est bien lui qui a créé les conditions dans lesquelles la politique et diplomatie ont repris le pas sur l'idéologie et la puissance militaire. Pour Gorbatchev en effet, la « nouvelle pensée » n'est pas que le corollaire de la perestroïka ; elle en est la condition même. L'amélioration des relations avec l'Ouest doit permettre de relâcher l'effort de défense, indispensable à la réussite de la modernisation économique du pays. Jusqu'aux années 80, le système soviétique était caractérisé par le déséquilibre entre l'hypertrophie de son système militaro-industriel et l'atrophie de l'appareil de production civile, ceci au prix d'un retard technologique croissant qui a fini par se répercuter aussi sur l'efficacité de la défense soviétique. L'appel en faveur de la Perestroïka est venu autant des militaires, conscients du retard de l'URSS, que des économistes et des sociologues de l'Académie. Le succès des réformes économiques suppose de réorienter vers le secteur civil une partie des énormes investissements consacrés à la défense ; il impose également de faire appel aux capitaux étrangers. Pour Gorbatchev, il était donc indispensable de sortir de la « nouvelle guerre froide » dans laquelle s'était engagée les deux pays depuis 79 (et ce, dès avant l'accession de Reagan à la Maison Blanche : plus aucun sommet américano-soviétique n'avait pu être organisé entre 1979 et 1985). La nouvelle pensée partait également du constat, le même du reste que celui dressé après la mort de Staline d'ailleurs, que la politique de confrontation avec l'Occident n'avait fait que renforcer sa cohésion au détriment des intérêts soviétiques.

Toutefois, au-delà de ce constat sur lequel Gorbatchev pouvait rassembler la plupart des dirigeants soviétiques, ces derniers se sont divisés en plusieurs tendances entre lesquelles il a dû arbitrer. Et comme dans d'autres domaines, Gorbatchev a sans doute tardé à trancher dans le vif.

Certains de ses conseillers souhaitaient ainsi opérer une totale désidéologisation de la politique extérieure soviétique, considérant que l'antagonisme Est-Ouest n'avait plus de raison d'être. C'était le cas en particulier du ministre des affaires étrangères Chevardnadze, et du directeur de l'Institut de relations internationales (IMEMO), Alexandre Iakovlev. Le directeur de l'Institut de l'Amérique du Nord déclara ainsi à ses collègues américains que « la pire chose que nous puissions vous faire, c'est de vous priver de l'ennemi ! ». L'antagonisme Est-Ouest ne devait plus avoir de raison d'être parce qu'il fallait favoriser le désarmement nucléaire, mais aussi parce que les réformateurs gorbatchéviens imaginaient une transition du système soviétique vers le socialisme démocratique ; ce dernier rendrait caduc l'opposition entre les deux modèles idéologiques qui avait divisé l'Europe depuis 1945. Lors du XXVIIe Congrès du PCUS, en 1988, Chevardnadze déclara que « la rivalité entre les deux systèmes ne peut plus être considérée comme la tendance principale de notre époque » : rupture capitale avec la conception que les dirigeants soviétiques avaient jusque là de la coexistence pacifique, qui, selon eux, ne mettaient pas un terme à la lutte des classes. Dans cette optique, l'URSS devait se réinsérer dans le concert des nations, renoncer à son rôle d'avant-garde de la révolution mondiale, afin de pouvoir mieux affirmer son rôle de grande puissance. La diplomatie et la géopolitique devaient reprendre leur droit au détriment de l'idéologie dans la conduite de la politique extérieure. Le concepteur du *containment*, G. Kennan lui-même, salua alors cette évolution fondamentale de l'URSS, qu'il avait tant attendue depuis 1945 : dans un article publié dans l'*International Herald Tribune* du 11 avril 1989, il se félicite que « *The Soviet Union today is only another great power* » (L'URSS n'est plus qu'une puissance parmi d'autres). Dans un discours prononcé à l'ONU en 1988, Gorbatchev déclara ouvertement vouloir « désidéologiser les relations internationales », afin de pouvoir aboutir à une « communauté mondiale d'Etats de droit ». Mais pour d'autres dirigeants soviétiques, et pas seulement les plus conservateurs, la fin de la confrontation ouverte avec l'Ouest procédait de simples considérations tactiques : il fallait lâcher du lest, mais pour renforcer un régime communiste simplement retouché.

La « nouvelle pensée » a modifié la notion de coexistence pacifique : elle n'est plus considérée par les Soviétiques comme la poursuite de la lutte des classes par d'autres moyens, comme un moyen pour l'URSS de gagner du temps et de renforcer sa puissance afin de pouvoir l'emporter *in fine* ; la coexistence pacifique est envisagée dorénavant comme une situation durable dans laquelle les Etats doivent s'habituer à vivre. La désidéologisation de la politique extérieure soviétique conduit également à la réappréciation de la nature du système capitaliste : ce dernier peut survivre et se développer sans impérialisme. La nouvelle pensée part du constat qu'il est vain d'espérer tirer profit des contradictions entre les pays capitalistes, car les intérêts qui les opposent importent moins que les

solidarités qui les unissent. Elle repose enfin sur l'idée que l'Ouest ne pose pas de menace militaire immédiate. La désidéologisation de la politique extérieure soviétique affecte enfin la conception que l'URSS a de ses propres intérêts nationaux : les relations avec l'Europe de l'Est sont considérées dorénavant sous un angle stratégique et politique, ravalant l'idéologie au second plan. « La militarisation de l'URSS reposait sur l'idée d'une menace occidentale. Si on ne croit plus en cette menace, la militarisation n'est plus nécessaire ». Avec Gorbatchev, l'URSS met donc l'accent sur la recherche de la stabilité internationale, les moyens privilégiés pour la préserver étant non plus l'équilibre militaire, mais le multilatéralisme, les institutions internationales, le respect général des règles du droit international. Pour Gorbatchev, ce n'est pas en persistant dans la confrontation militaire avec l'Ouest que l'URSS parviendra à maintenir son statut de grande puissance. Comme il l'annonce dans un discours-programme de décembre 1984 : « Seule une économie intensive et en croissance rapide peut assurer le renforcement de la position du pays dans l'arène internationale, lui permettant de bien entrer dans le nouveau millénaire, comme une grande puissance prospère ». On a ainsi pu interpréter la nouvelle pensée dans la continuité des efforts entrepris par l'intelligentsia russe du début du siècle pour ancrer la Russie à l'Europe, avant que la révolution bolchévique interrompe ce mouvement d'ouverture sur l'Europe amorcée depuis l'époque de Pierre le Grand. Gorbatchev aurait ainsi, avec la Maison commune européenne, voulu renouer avec l'histoire et réintégrer l'Europe. Il a d'ailleurs affronté un nationalisme russe qui refait surface dès l'époque de la perestroïka. [Cet enjeu n'a pas disparu du reste avec la GF : avec la fin de la GF, l'enjeu de la politique américaine reste de savoir comment ancrer définitivement la Russie à l'Ouest. Or, de ce point de vue, la chute du Pacte de Varsovie et l'intégration d'anciennes démocraties populaires dans l'OTAN risquent d'avoir eu l'effet contraire, puisque cela a conduit à rejeter la Russie en dehors de l'Europe, la CSCE n'ayant eu qu'un rôle très limité].

Quelques précisions HS à nouveau sur ce point. Dans un premier temps, la mise en œuvre de la « nouvelle pensée » accorda surtout la priorité à la négociation d'accords de désarmement avec les EU (voir cours précédent). Elle amène aussi Gorby à renouer le dialogue avec Pékin : en 1986, dans un discours à Vladivostok, il admet désormais que la frontière entre les deux pays soit fixée au milieu des fleuves frontaliers, et non pas sur la rive chinoise (d'où les affrontements de 1969 sur la possession des îles). La reprise du dialogue fut officialisée en 1989, lors d'une visite en Chine de Gorbatchev (qui a contribué d'ailleurs à amplifier le mouvement de la place Tian An Men) . Dès 1986 également, Gorbatchev annonce sa volonté d'opérer le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, retrait qui devient effectif à partir de 1988, même si l'URSS maintient son assistance au pouvoir communiste afghan. De même, l'URSS abandonne les positions conquises en Afrique depuis les années 70, avec,

en 1988, le retrait de toute ingérence en Namibie et en Angola, et l'arrêt du soutien à l'ANC en Afrique du sud, précipitant le processus qui allait conduire à la libération de Nelson Mandela (libéré en 1990 ; il avait dirigé la branche militaire de l'ANC et arrêté au début des années 1960 à la suite d'ailleurs d'infos livrées par la CIA) et à la fin de l'apartheid. Au sommet de Malte, en décembre 1989, Gorbatchev concéda même à Bush senior l'organisation d'élections libres au Nicaragua, qui entraînèrent la défaite des Sandinistes.

Dès octobre 1985, lors de sa première visite officielle en France, Gorbatchev avait évoqué sa volonté de bâtir une « maison commune européenne » : de manière révélatrice, il l'annonce dans un pays qui avait quitté le commandement intégré de l'OTAN et avait cherché à s'affranchir partiellement de la logique des blocs. Mais ce n'est qu'à partir de 1988 que la nouvelle pensée se traduit par des premiers résultats concrets en Europe, date à laquelle est créé à Moscou un Institut de l'Europe occidentale, dont l'objectif est de rapprocher le COMECON de la CEE et de réactiver la CSCE (fondée à Helsinki en 1975), pour bâtir un pont entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Fait inédit, Gorbatchev est le premier dirigeant soviétique à se rendre au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, en juillet 1989. Il y reprend le thème de la « maison commune » en affirmant l'appartenance de l'URSS à l'Europe. Il évoque la naissance d'un espace économique européen ouvert à l'Est et la création d'une agence écologique européenne (dont l'urgence apparaît clairement depuis la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986).

Il est certain que la relance de la course aux armements sous les deux mandats de R. Reagan a indirectement accentué la crise du système soviétique, ne serait-ce que par la perception que les dirigeants soviétiques eux-mêmes pouvaient en avoir. Toutefois, il ne faut pas surestimer les conséquences de l'échec soviétique en Afghanistan, voir cours précédent. Par ailleurs, quels que soient les retards accumulés par les Soviétiques dans les nouvelles technologies, le programme IDS n'aurait probablement jamais abouti. Comme c'est la « récré », je vous propose de voir ou de revoir cette séquence de la série *The West Wing* (*A la Maison Blanche*), dans laquelle Martin Sheen interprète un président des Etats-Unis, Josiah Bartlet, qui est l'antithèse de Bush Jr (c'est un prix Nobel d'économie démocrate !). Dans cette séquence, le président est invité à assister à un essai de tir de missile dans l'espace. Comme vous le verrez, il n'est pas particulièrement concluant !

<https://www.youtube.com/watch?v=S9eVIk-fqac>

Permettons-nous une petite échappée hors-programme. Le déroulement récent du conflit en Syrie montre, à l'inverse, qu'avec des moyens bien plus modestes que ne pouvait en disposer naguère l'URSS, la Russie a pu tenir en échec les Etats-Unis dans une région du monde, le Moyen-Orient, où

leur hyperpuissance ne paraissait pas pouvoir être contestée depuis les deux guerres du Golfe. En 2018 pourtant, le budget militaire des EU équivaut à 10 fois celui de la Russie (proche de celui du Royaume Uni et un peu supérieur à celui de la France : en chiffres absolus, car en part du PIB, cela représente le double, près de 5%).

Ce qui est sûr, constate donc P. Grosser, c'est que **l'Ouest n'a pas joué les apprentis-sorcières. Tout au contraire, devant les risques d'une déstabilisation incontrôlable, il a cherché à préserver l'intégrité territoriale de l'URSS**, il a soutenu Gorbatchev jusqu'au bout, notamment lorsque le conflit dans le Golfe a commencé, afin de pouvoir continuer à avoir affaire avec une puissance raisonnable et prévisible. Lors de la campagne présidentielle de 1992, Clinton a d'ailleurs reproché à l'administration républicaine d'avoir accordé sa priorité à la stabilité, et d'avoir soutenu un président non élu, Gorbatchev, plutôt qu'Eltsine, élu démocratiquement.

Il y a donc une **double originalité de la fin de l'Empire soviétique** par rapport aux fins d'empires qui l'avaient précédée. En premier lieu, contrairement à l'Empire ottoman ou à l'Empire austro-hongrois, l'Empire soviétique **n'est pas mort d'une guerre perdue**, quoi qu'en disent ceux qui pensent que c'est l'Occident qui a gagné la GF. En second lieu, **les anciens adversaires de l'URSS n'ont pas cherché à tirer profit de ce démembrement**. C'est l'une des raisons pour lesquelles la désintégration soviétique a pu s'accomplir de manière relativement pacifique.

2. La chute du bloc communiste : une révolution ?

La disparition des régimes communistes **n'a pas été une révolution** - 1989 n'a pas été un nouveau 1848 -, **mais une transformation, qu'il faut replacer dans la continuité des tentatives de réformes antérieures**, notamment dans le domaine économique. La transition a été précoce et négociée lorsqu'il s'est agi de régimes auparavant réformateurs (Pologne, Hongrie) ; les régimes jusque là immobiles (RDA, Tchécoslovaquie), ont dû quant à eux capituler. Les élites communistes n'ont pas été passives, elles ont cherché, quand c'était encore possible, de se survivre à elles-mêmes en organisant la transition démocratique. Les événements de 1989 ont ainsi pris la forme d'une « **révolution négociée** ». En Hongrie, on emploie l'expression « **échange de système** », au point que c'est la droite radicale qui en est venue à appeler à une seconde et vraie révolution après la chute du régime communiste. Ces négociations ont permis aux **communistes de préserver une partie de leur pouvoir en menant une opportune reconversion**. En **Hongrie, ce sont les membres réformateurs du PC qui ont choisi d'ouvrir la frontière avec la RDA en 1989** et qui, après avoir négocié avec l'opposition, changèrent le nom du parti en parti socialiste et adhérèrent à l'Internationale socialiste. Si un tel

processus n'a pu avoir lieu en RDA, ce n'est pas seulement que le SED a tardé à se transformer, c'est parce que la population est-allemande n'a pas cru à cette manœuvre de dernière minute, et aussi parce que l'entrée en scène des partis politiques ouest-allemands a empêché une transition qui aurait pris la forme d'un compromis avec les dirigeants communistes. Mais en général, les transitions à l'Est ont souvent été le résultat de compromis passés au centre, entre les membres du parti communiste qui avaient compris la nécessité de la reconversion, et une opposition modérée qui ne cherchait pas la révolution.

Pour autant, les populations ont bien eu leur rôle dans la chute du communisme européen. J'ai déjà eu l'occasion d'insister sur la résurgence de sociétés civiles, autonomes par rapport aux pouvoirs communistes ; elles ont contribué, plus que les dissidences, à miner le monopole du pouvoir exercé par le Parti-Etat. Le développement de ces groupes ou activités autonomes par rapport au parti a défié la prétention des régimes à contrôler l'ensemble de la sphère sociale. En RDA comme en Tchécoslovaquie, c'est bien d'en bas que le coup décisif est parti. Vaclav Havel écrit ainsi, à la fin des années 1980, que « ces dix-neuf dernières années en Tchécoslovaquie pourraient presque servir d'exemple type du système totalitaire avancé –ou tardif : à l'éthos révolutionnaire et à la terreur ont succédé l'immobilisme borné, la prudence à la recherche constante d'un alibi, l'anonymat bureaucratique et le stéréotype creux, dont le seul sens consiste à être toujours mieux ce qu'ils sont déjà. Le chant des enthousiastes et les cris des torturés se sont tus. L'iniquité a enfilé ses gants de soie et déserté ses légendaires salles de torture pour les bureaux capitonnés de bureaucrates anonymes. (...) Le système totalitaire tardif s'appuie sur des instruments de manipulation si raffinés, si complexes et si puissants qu'il n'a que faire d'assassins et d'assassinés. Et moins encore de fervents constructeurs d'utopies, qui jettent la confusion avec leurs rêves d'un avenir meilleur. Le concept de « socialisme réel » inventé par cette époque pour elle-même montre bien ceux pour qui il n'y a pas de place en son sein : les rêveurs »

Contrairement à l'idée répandue d'un Empire soviétique vivant de l'exploitation, voire du pillage, de ses satellites, cet empire est devenu un fardeau pour le régime. L'URSS assurait 90% des dépenses du de Varsovie et elle n'est pas parvenue à en partager la charge. Pourtant, Gorbatchev a bien tenté de préserver le de Varsovie. L'entourage de Gorbatchev pensait encore que la dépendance des démocraties populaires en gaz et en pétrole soviétiques, que la crainte de l'Allemagne et que les avantages sociaux attachés au socialisme permettraient de les maintenir dans un même système d'alliances. Comme en URSS finalement, Gorbatchev a sous-estimé la possibilité de conduire les réformes sans toucher aux fondements même du bloc soviétique. Comme le rappelle Grosser, l'Empire soviétique en Europe de l'est n'avait tenu que parce que l'idéologie commune permettait la

légitimation des dirigeants communistes et parce que la menace de l'intervention militaire soviétique contenait les oppositions. La fin de l'idéologie et la renonciation à l'emploi de la force ont donc logiquement eu raison de l'Empire communiste. A la fin des années 80, se sont écroulées simultanément la politique de réformisme dans le socialisme et la politique européenne de Gorbatchev.

Mais il faut tout de même rendre à César ce qui est... au tsar rouge. Le processus qui conduit à l'effondrement du bloc communiste semble être parti de la périphérie (les démocraties populaires) pour s'achever au centre, par la chute de l'URSS. En réalité, dès avant la chute du Mur de Berlin, l'équipe de Gorbatchev avait adressé des messages très clairs aux dirigeants des pays frères : la doctrine Brejnev de la souveraineté limitée était abandonnée, l'URSS n'interviendrait plus directement dans les affaires intérieures des démocraties populaires ; c'était donc désormais aux PC locaux qu'il incombait d'adopter des perestroïkas locales et de se débarrasser de leurs dirigeants conservateurs et impopulaires. Gorbatchev tient à le rappeler dans ses Mémoires :

« Dès mon accession au poste de secrétaire général, en mars 1985, je contactai très vite les dirigeants des pays du de Varsovie. Je parlai avec chacun d'entre eux au téléphone et leur proposai de les rencontrer à l'occasion de leur venue à Moscou pour les obsèques de Tchernenko. (...) Je ne peux pas dire que ce fut pour moi une réunion facile. Je connaissais déjà personnellement tous les dirigeants des pays socialistes et j'avais rencontré certains d'entre eux, comme Jivkov [le dirigeant bulgare], Kadar et Ceausescu, à plusieurs reprises. Mais la situation était radicalement différente. A mon nouveau poste, il me fallait établir une bonne relation avec ces hommes qui, pour la plupart, dirigeaient leur parti depuis des dizaines d'années et avaient l'habitude de suivre certains stéréotypes dans leurs contacts avec la direction soviétique. Néanmoins, l'essentiel n'était pas là. A cette époque, il était déjà clair que les rapports entre l'URSS et ces pays avaient besoin d'un renouveau. La "formule" que je voulais proposer à mes homologues comprenait deux ingrédients principaux : la continuité et le besoin de changement.

Pour des raisons évidentes, la séance fut brève. Ses conséquences furent pourtant considérables. En l'ouvrant, je dis combien nous étions favorables à des relations d'égalité, au respect de la souveraineté et l'indépendance de chaque pays, et à une coopération mutuellement avantageuse dans tous les domaines. La reconnaissance de ces principes impliquait aussi la responsabilité de chaque parti dans la situation de son pays.

Les participants soutinrent tous mes paroles, mais j'eus l'impression qu'ils les prenaient à la légère, comme s'ils n'étaient pas convaincus de leur sérieux. En réalité, mes prédécesseurs avaient sans doute fait des déclarations similaires et rien n'avait changé pour autant. Une fois de plus, mes interlocuteurs devaient penser : qui vivra verra. Pourtant, ma déclaration marquait un réel tournant vers de nouvelles relations. Elle impliquait le refus de la "doctrine Brejnev" qui, bien que n'ayant jamais été formulée, définissait dans la pratique l'attitude de l'Union soviétique envers ses alliés. »

Gorbatchev, *Mémoires*

Le spécialiste de l'Europe de l'Est Georges Mink a voulu ainsi réhabiliter le rôle des experts chargés par Gorbatchev de repenser les relations entre l'URSS et les démocraties populaires : Alexandre Iakovlev, qui avait été responsable de l'idéologie au Comité central avant d'être envoyé en exil comme ambassadeur soviétique au Canada, Tatiana Zaslavskaya (l'auteur du « rapport de Novossibirsk ») ou Marina Silvanskaya Pavlovna, cette dernière étant plus particulièrement responsable du suivi de la Tchécoslovaquie. Elle confia à Mink qu'à l'insu des dirigeants tchèques, les experts de Gorbatchev avaient discrètement filmé à Bratislava un entretien avec Alexandre Dubcek, encore en liberté surveillée, pour une émission très populaire de la télévision de Leningrad, « la cinquième roue ». Ce programme était destiné à préparer l'opinion soviétique au retour de Dubcek à la tête de l'Etat tchécoslovaque, avec la bénédiction de Gorbatchev, même si ce dernier hésitait encore avec un autre candidat réformateur, son ami dans l'école du parti des années 1950 à Moscou, Zdenek Mlynar. Gorbatchev lui-même répondit à ce propos à la question d'un journaliste : « La différence entre la perestroïka et le printemps de Prague ? Seulement vingt ans »... Même s'il se montra bien plus hésitant que certains de ses conseillers ne l'auraient souhaité, Gorbatchev adressa des signes très clairs aux dirigeants communistes conservateurs. A Berlin, lors des cérémonies de commémoration du 40^e anniversaire de la RDA, il lâche à Honecker : « La vie punit ceux qui arrivent trop tard ». A Bucarest, lors de la dernière réunion des membres du Pacte de Varsovie, il s'impatiente en regardant sa montre lors de l'intervention du *conducator* roumain Ceausescu et quitte la séance avant la fin. Peu avant sa mort, Alexandre Iakovlev rappela les consignes qui furent données aux troupes soviétiques à la veille de la chute du Mur de Berlin : « Nous avons donné l'ordre à nos officiers et à nos soldats stationnés en Allemagne de l'Est de ne rien faire, de ne pas sortir de leurs casernes, ne serait-ce que pour faire du shopping ».

Mais il est vain, finalement, de se demander si c'est l'effondrement de l'URSS qui a provoqué l'effondrement du communisme en Europe ou l'inverse. Il y a interaction entre les deux phénomènes : dans une première phase, la perestroïka a libéré les forces à l'œuvre dans les pays communistes européens et achevé la décomposition de ces régimes ; réciproquement, la chute du mur de Berlin n'a pu qu'encourager les forces dissolvantes à l'œuvre en URSS, dans les Pays baltes notamment, et radicaliser l'opposition des forces conservatrices à l'origine du putsch de 1991.

Dans son récent manuel sur l'histoire de l'Europe de l'Est depuis 1945, JF Soulet distingue 3 types de sorties du communisme en 1989, de « désatellisations ». Je le reprends largement ici pour préciser les choses.

- **La désatellisation par le haut : Pologne et Hongrie**

Dans ces deux pays, la sortie du communisme est le fruit d'un **compromis passé entre les élites du Parti et celles de la société civile**, la population ayant paradoxalement peu participé à la dernière phase du processus (paradoxalement, en raison de la forte opposition qui avait été conduite par *Solidarnosc*). En Pologne et en Hongrie, en effet, les **sensibilités réformistes** au sein des PC n'avaient jamais été éradiquées. En Pologne par exemple, le **maréchal Jaruzelski**, pourtant nommé à la tête du Parti au moment de l'état de siège qui, en 1981, réprime Solidarité, apparaît comme le représentant d'une tendance moderniste, convaincue qu'un compromis entre l'Etat socialiste et la société civile est indispensable, et il reçoit ensuite l'appui de Gorbatchev. Aucun compromis n'aurait pu être trouvé entre le pouvoir communiste et l'opposition sans la présence de ces éléments progressistes au sein des PC. L'autre particularité de ces deux pays est de posséder une « société civile aguerrie » (JF Soulet), même si la société hongroise apparaît atomisée, alors qu'au contraire l'opposition polonaise a pu progressivement rassembler une grande partie de la population sous l'égide de l'**Eglise catholique**.

En Pologne, Jaruzelski a voulu interrompre dès 1984 la vague répressive qui s'était abattue en 1981, avec la proclamation de l'état de guerre. L'**assassinat par la police de l'abbé Jerzy Popieluzko en 1984 a été un tournant** (sans doute une provocation des conservateurs pour compromettre le rapprochement entre l'Eglise et les modérés du Parti). Du côté de Solidarité aussi, on tend vers le compromis, parce que le syndicat a été affaibli par la répression et parce que le pourrissement de la situation accentue ses dissensions internes. **Les deux parties sont surtout soucieuses d'éviter l'engrenage dans la violence**. La sortie du communisme a été ainsi préparée par la **table ronde de Varsovie**, qui se déroule entre février et avril 1990, associant le pouvoir, l'Eglise et Solidarité. Elle élabore une transition démocratique : **entrée de l'opposition au Parlement, devenu bicaméral, légalisation de Solidarité**. En juin, *Solidarnosc* emporte tous les sièges dont il pouvait disposer : 99 sur 100 au Sénat, 161 à la Diète. En août **90, Tadeusz Mazowiecki devient le premier Premier ministre polonais non communiste depuis 1945**, dirigeant un gouvernement qui compte 13 ministres issus de Solidarité sur 24. En décembre, **la Diète abolit le rôle dirigeant du PC et adopte officiellement l'économie de marché**.

Même mutation pacifique et légaliste en Hongrie : la Hongrie qui, en ouvrant ses frontières aux Allemands de l'Est, a joué un rôle majeur dans la propagation de l'onde de choc qui met fin aux démocraties populaires. Dès **1986, les réformateurs hongrois avaient amené le PC à accepter le principe de candidatures multiples et non recommandées**. En 1988, il prend même l'initiative de **réhabiliter les condamnés de 1956**. En juin **1989**, de grandioses funérailles sont ainsi organisées à la mémoire d'**Imre Nagy**. Surtout, en **mai 1989, la Hongrie démantèle le barrage électrifié** sur sa

frontière avec l'Autriche, ce qui met fin au Rideau de fer : cela provoque en effet le transit de centaines de milliers de réfugiés est-allemands. En octobre 1989, la Hongrie renonce au rôle dirigeant du PC, ce qui ouvre la voie à la reconnaissance officielle du multipartisme.

- **La désatellisation par le bas (RDA et Tchécoslovaquie)**

Au contraire des deux pays précédents, les PC est-allemand et tchécoslovaque étaient gelés de l'intérieur sous la direction respective d'Erich Honecker et de Gustav Husak (désigné en 1969 pour remplacer Dubcek et effacer toutes traces du Printemps de Prague). Dans ses mémoires, Jaruzelski évoque en ces termes sa visite en Allemagne de l'Est en 1982 : « Honecker pensa de son devoir de me donner des leçons de marxisme-léninisme appliqué comme d'ailleurs à Gorbatchev. Il cherchait toujours à nous éblouir avec les réussites de son pays ». En effet, le PC est-allemand apparaissait d'autant plus indéboulonnable que la RDA paraissait s'en sortir économiquement bien (voir cours précédent)

Autre différence : la société civile était peu organisée face au pouvoir. En Tchécoslovaquie, la seule organisation durable et reconnue à l'étranger était la Charte 77, constituée le 5 janvier 1977 par 242 intellectuels, dont le rédacteur, Jan Patocka, avait succombé suite à un interrogatoire policier. Mais il n'y a pas alors de vaste mouvement de dissidence comparable à celui que l'Eglise catholique a pu susciter en Pologne : en Tchécoslovaquie, elle restait très dépendante du pouvoir. Il en va de même des Eglises protestantes en RDA, qui avaient signé un concordat avec le régime. Cet alignement n'était contesté que par un petit nombre de jeunes pasteurs, comme le pasteur Eppelman. La RFA d'Helmut Kohl joua naturellement un rôle important dans l'écroulement de la RDA. Depuis l'Ostpolitik, les relations s'étaient fortement développées entre les deux Allemagnes, la RDA était devenue de plus en plus dépendante des crédits de la RFA. Parallèlement, H. Kohl avait accordé un large appui à Gorbatchev, avec là encore une large enveloppe de marks à la clé, même si Gorbatchev, au nom du principe de non-ingérence, s'était refusé à exercer quelque pression que ce soit sur les camarades est-allemands. Il n'avait cependant guère d'illusion sur l'état de la RDA : de retour d'un voyage en RDA début octobre 1989, que j'évoquais plus haut, il rappelle dans ses Mémoires que la RDA faisait penser « à une marmite hermétiquement close oubliée sur le feu ».

A partir de la fin des années 1980, en effet, la moindre occasion est saisie par une jeunesse contestataire pour manifester, comme lors d'un festival rock organisé à Berlin-Ouest en 1987. A la suite des élections municipales largement truquées du 7 mai 1989 (99% des voix au PC), un groupe de contestataires décide que, tous les 7 du mois, une manifestation silencieuse sera organisée à Dresde et à Leipzig. L'événement déclencheur, c'est l'ouverture des frontières de la Hongrie. Des dizaines

de milliers d'Est-Allemands, en Trabant, se réfugient alors en Autriche : une émigration spontanée qui paralyse progressivement le pays. Elle dope également l'opposition qui désormais s'organise, avec le **Renouveau démocrate**, dirigé par le pasteur **Rainer Eppelmann** et le Nouveau Forum, qui se veut indépendant des Eglises. Ce dernier organise des manifestations monstres, dont les participants appellent Gorbatchev à l'aide... A ce stade, il n'était pas encore question d'abolir le régime communiste et de réunifier l'Allemagne, mais **d'obtenir, comme en URSS, l'établissement d'un Etat de droit garantissant les libertés fondamentales**. Devant l'ampleur du mouvement, le PC se débarrasse de **Honecker**, remplacé par son dauphin, **Egon Krenz** (alors qu'il était le principal responsable des trucages électoraux et qu'il venait d'approuver la répression de la place Tian An Men). 200 000 manifestants défilent contre cette nomination à Leipzig à la lueur des bougies. Le **4 novembre, sur l'Alexanderplatz de Berlin-Est, 500 000 personnes manifestent** à nouveau en faveur des libertés politiques. Le 8 novembre, le Politburo est sérieusement remanié, un réformateur, **Hans Modrow**, remplace Egon Krenz. Le **9 novembre** (qui, je le rappelle, est aussi le jour anniversaire de la proclamation de la République de Weimar, en 1918, et la date de la Nuit de Cristal, en 1938), à la suite d'une **rumeur suivant laquelle le Comité central avait autorisé les voyages privés à l'étranger, les Berlinoises se rendent au Mur et profitent de l'indécision des gardiens, qui n'avaient pas reçu d'ordre, pour s'engouffrer dans les différents points de passage : en trois jours, 3 millions de personnes passent à l'Ouest !** Ce 9 novembre, une **réunion de crise s'était réunie à Moscou, au cours de laquelle l'intervention militaire soviétique avait bel et bien été envisagée** (l'URSS disposant d'une force considérable, 400 000 hommes, stationnée en RDA). C'est **Gorbatchev qui a rejeté cette intervention**, ce qui, à terme, lui a sans doute aussi coûté son poste.

Passant outre les réserves de Gorbatchev, mais aussi de celles des dirigeants occidentaux (voir corrigé précédent), **H. Kohl** force les événements par l'annonce, le **28 novembre, d'un plan en 10 points qui envisage la réunification de l'Allemagne**. Début décembre, la direction du PC démissionne, les bureaux de la STASI sont occupés par les manifestants. Des **élections libres, organisées le 18 mars 1990, sont remportées par une Alliance pour l'Allemagne**, proche de la CDU. Le nouveau président du Conseil non communiste, **Lothar de Maizière** (un descendant de huguenot ; il a été contraint de démissionner de ses fonctions en RFA en 1991 car il avait travaillé pour le compte de la Stasi) prononce la **dissolution de la RDA, qui forme les nouveaux Länder de l'Est**. Dès lors, l'enjeu pour l'Allemagne (mais aussi pour l'Europe), c'est de **réussir la réunification et d'en digérer le coût humain et économique**.

Le problème majeur posé par la réunification allemande était le maintien de la RFA dans l'OTAN, ce que, même en Allemagne, certains étaient prêts à négocier en échange de la réunification,

et corollairement, le maintien de la présence militaire américaine en Europe. On a imaginé aussi que la RFA, comme l'avait fait la France, quitte le commandement intégré de l'OTAN. Les Soviétiques, pris de court par l'effondrement rapide de la RDA, tentèrent de limiter les dégâts en proposant que l'ex-RDA reste en dehors de l'OTAN. Mais pour les Américains, il n'en était pas question. En même temps, l'administration américaine ne voulait pas risquer de déstabiliser Gorbatchev en URSS même. Les Américains proposèrent ainsi, lors du sommet Bush-Gorbatchev à Malte, en décembre 1989, de faire évoluer les structures de l'OTAN, en anticipant sur la disparition prévisible du Pacte de Varsovie. Organisation militaire occidentale tournée contre le bloc communiste, l'OTAN deviendrait une organisation plus politique que militaire, assurant la sécurité commune en Europe et dans l'Atlantique nord. La position française de Mitterrand rejoignait celle de Gorbatchev : la réunification allemande devait se faire dans le cadre des accords de Potsdam (donc avec droit de regard des voisins de l'Allemagne) et déboucher sur l'instauration d'un nouveau système de sécurité européenne, intégrant les anciens pays du bloc communiste, Russie comprise. Il y a eu débat sur le fait de savoir si Mitterrand a traîné des pieds devant la réunification. Il semble que non : comme l'ensemble des dirigeants occidentaux, il a été surpris par la rapidité des événements et craint qu'ils ne conduisent à une déstabilisation incontrôlable, y compris en URSS. Lors d'un voyage en RDA après la chute du Mur, en décembre 89, Mitterrand envisagea la formation d'une confédération préservant les deux Etats allemands, solution rapidement abandonnée ensuite, puisque les *Länder* de l'Est furent intégrés tels quels dans la RFA, comme le prévoyait sa Loi fondamentale.

Pour Kohl, la réunification allemande devait avant tout procéder du droit des Allemands à disposer d'eux-mêmes, et déboucher sur le retour à la pleine souveraineté de l'Allemagne, rendant caduc le contrôle quadripartite de l'Allemagne instauré depuis Postdam, maintenu tout au long de la GF. Les Allemands voulaient donc un accord 2 AK (+) 4, alors que Soviétiques, mais aussi Français et Britanniques voulaient eux un accord 4 + 2, manière d'affirmer que la réunification allemande devait être contrôlée par les 4 vainqueurs de la guerre. D'autant que le chancelier Kohl se montra dans un premier temps réticent à admettre le caractère définitif de la frontière suivant la ligne Oder-Neisse, estimant que la frontière ne pourrait être définitivement fixée qu'une fois que l'Allemagne serait réunifiée (d'autant qu'en RFA, l'un des plus grands groupes de pression, votant traditionnellement pour la CDU, est constitué par les expulsés de l'Est). Sur ce point, il dut reculer devant les pressions des anciens Alliés et la ligne Oder-Neisse fut reconnue comme intangible à la suite d'un vote du Parlement des deux Allemagnes. Pour amadouer les Soviétiques, Kohl s'engagea également à accroître l'aide de la RFA à l'URSS : l'URSS aurait reçu au total une somme de 40

milliards de marks sous des formes diverses, un ballon d'oxygène indispensable à la réussite de la perestroïka.

Finalement, le traité « 2 AK 4 » est signé le 12 septembre 1990. Les frontières de l'Allemagne sont fixées de manière intangible, le texte précisant que même un traité ultérieur ne pourrait les modifier. L'Allemagne recouvre intégralement sa souveraineté, le contrôle quadripartite instauré à Potsdam est supprimé. Toutefois, la RFA s'engage à renoncer aux armes nucléaires, bactériologiques et chimiques. Le territoire de l'ex-RDA fera bien partie de l'OTAN au terme du retrait soviétique (devant être effectif en 1994), mais aucune arme nucléaire ni aucune force armée autre qu'allemande ne doit y être stationnée. L'armée allemande était par ailleurs limitée à 370 000 hommes.

△ La réunification allemande a été très habilement négociée par Kohl : il a su faire passer la pilule aux Soviétiques sans rompre les engagements de la RFA vis-à-vis des EU et de ses partenaires européens, en préservant le double ancrage de l'Allemagne dans l'Alliance occidentale et dans l'Union européenne, piliers de la politique extérieure allemande depuis Adenauer : Soutou note qu'il a en revanche rompu avec la politique de bascule entre l'Est et l'Ouest « qui avait été la grande erreur de la politique allemande depuis Guillaume II » (cf traité de Rapallo).

Finalement, la réunification allemande permet d'instaurer le nouvel ordre européen imaginé, du moins côté occidental, à Potsdam, et institutionnalisé lors de la conférence de Paris, en novembre 1990, dans le cadre d'une structure apparue lors de la conférence d'Helsinki de 1975, la Conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe (CSCE, devenue l'OSCE en 1994 puisque la conférence prenait un caractère permanent). Est également prévu le désarmement conventionnel (et non plus seulement nucléaire) en Europe, Américains et Soviétiques s'engageant à réduire l'effectif de leurs troupes à 195 000 hommes. L'URSS fut également conviée à participer aux réunions d'organisations typiquement occidentales : en juillet 1991, elle est invitée au sommet du G7 à Londres et obtient un prêt du FMI. En décembre 1991 fut également créé le Conseil de coopération de l'OTAN, où la Russie put faire son entrée, ce qui permettait aussi de faire admettre aux Soviétiques le maintien de l'engagement militaire des EU en Europe. Soutou date de ce moment là la fin concrète de la GF.

En Tchécoslovaquie de même, la révolution pacifique, dite de « velours », qui renverse le régime communiste, a été facilitée par l'abstention de Gorbatchev, pourtant pressé d'intervenir aussi bien par les libéraux que par les conservateurs. L'émigration des Est-allemands a joué un rôle majeur : Alexandre Dubcek a affirmé ensuite que c'est alors que la fiction du socialisme réel a été anéantie. Comme en RDA, des manifestations témoignent dès 1987-88 du réveil de la société civile, comme celle organisée pour célébrer l'anniversaire du printemps de Prague, le 21 août 1988. En janvier 1989,

une cérémonie à la mémoire de Jan Palach, qui s'était immolé par le feu pour protester contre l'entrée des chars soviétiques à Prague en 1968, entraîne l'arrestation des dirigeants de la Charte 77, dont le dramaturge Vaclav Havel, l'un des cofondateurs de la Charte 77. La répression violente d'une manifestation organisée le 17 novembre 1989 suscite l'indignation de la population de Prague : le 18, 200 000 manifestent. Grèves et manifestations se répandent dans tout le pays, acculant les dirigeants communistes à la démission. Le 10 décembre, le président de la République Husak démissionne et l'Assemblée élit à titre provisoire Vaclav Havel. Comme en RDA, le régime tchécoslovaque s'est écroulé sous la pression populaire, abandonné par les dirigeants soviétiques.

- **La désatellisation inspirée (Bulgarie, Roumanie)**

Dans ces deux pays aussi, les PC étaient complètement verrouillés par des staliniens pur jus, comme Ceausescu en Roumanie. Mais surtout, le pouvoir avait quasiment anéanti toute forme d'opposition dissidente. Enfin, l'Occident ne manifestait guère d'intérêt à ces pays, contrairement au cas d'autres démocraties populaires. En conséquence, la chute du pouvoir communiste semble avoir en réalité ressemblé à des coups d'Etat fomentés par des dirigeants communistes réformateurs, avec le soutien de Gorby et des services secrets soviétiques. En octobre 1989, le dirigeant du PC bulgare Jivkov fut évincé par une majorité au sein du Bureau politique, remplacé par un réformateur qui négocia à partir de janvier 1990 une transition démocratique avec l'opposition, rassemblée au sein de l'Union des forces démocratiques, dirigée par Jeliu Jeleu. Ce dernier est élu président de la Bulgarie, à la suite des premières élections libres organisées en juin 1990.

Depuis la fin des années 1980 en Roumanie, le « conducator » enregistrait des records d'impopularité : le pays était en faillite (coupures d'électricité, queues devant les magasins....), le pouvoir et ses ressources étaient accaparés par une mafia familiale. Impopularité telle que Ceausescu avait perdu ses soutiens au sein même du parti, de l'armée et de la police politique, la Securitate. Le régime était également privé de tout soutien international, à Moscou bien sûr, mais surtout à l'Ouest, Ceausescu étant devenu infréquentable. Il semble donc vraisemblable que la dite révolution roumaine se soit plutôt apparentée à un complot fomenté par des dirigeants du PC roumain, avec l'appui du KGB et passivement de la CIA... Devant l'impossibilité de se débarrasser de Ceausescu par un Congrès du parti, ses dirigeants auraient organisé des manifestations populaires : le prétexte en est donné lors de la répression violente d'une émeute à Timisoara, qui fait 200 morts. Le 21 décembre 1989, Ceausescu croit pouvoir organiser une contre-manifestation de soutien à Bucarest : il est contraint de s'enfuir avec son épouse, avant qu'ils ne soient arrêtés, jugés sommairement et exécutés.

le 25 décembre. Le lendemain est mis sur pied un Front de salut national, dirigé par un ancien condisciple de Gorbatchev, Ion Iliescu.

- **La chute du communisme en Albanie et en Yougoslavie**

Ces deux pays ont en commun d'avoir eu des dirigeants qui avaient sorti leur pays de l'orbite soviétique. A la mort d'Enver Hoxha, en 1985, son dauphin Ramiz Allia prend le pouvoir. L'Albanie ressemblait au cas de l'URSS après la mort de Staline : mais contrairement à Khrouchtchev, non seulement Allia ne fait rien pour se démarquer de son prédécesseur, mais il organise au contraire un culte à sa mémoire ! Il consent toutefois à certaines concessions, en ouvrant un peu son pays jusqu'à complètement coupé de l'extérieur : l'état de guerre avec la Grèce est ainsi officiellement levé. Il desserre quelque peu le contrôle de l'Etat sur la vie économique et culturelle. En 1988, pour la première fois depuis 1954, le régime ne célèbre plus officiellement l'anniversaire de la mort de Staline... Le régime ne pouvait pas toutefois ne pas subir les conséquences des bouleversements intervenus dans les autres pays communistes. Allia annonce ainsi un gros train de réformes économiques en janvier 1990, et surtout, en juin, la liberté de circulation des Albanais. Dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet 1990, des dizaines de milliers d'Albanais, des hommes jeunes pour la plupart, se ruent vers les ambassades d'Allemagne, de France et d'Italie. La décision du célèbre écrivain Ismaïl Kadaré d'émigrer en France a un immense retentissement et provoque la mobilisation d'une partie de l'intelligentsia contre le pouvoir communiste. Les étudiants prennent le relais de la contestation, en décembre 1990. Sous la pression de son opinion, le régime est contraint de reconnaître le droit de grève, la liberté religieuse et le droit à la propriété privée. En 1991, les communistes albanais acceptent de former un gouvernement de coalition avec le Parti démocrate. Ce dernier rompit la coalition en décembre 1991 : à l'issue de nouvelles élections, ce parti forme le gouvernement, ce qui marque la fin du communisme en Albanie.

En Yougoslavie, ce sont les réveils identitaires nationaux qui ont joué un rôle majeur dans la chute du régime. Dès avant la victoire du communisme, la fédération yougoslave, créée en 1918, procédait de deux projets différents et opposés : un projet de type fédéraliste, porté par des intellectuels surtout croates, visant à rassembler au sein d'un même Etat, sur une base égalitaire, tous les Slaves du sud ; et un projet centralisateur et hégémonique, inspiré par les Serbes, consistant à englober tous les Serbes au sein d'un même Etat, les autres minorités étant seulement tolérées. Pour tenter de neutraliser l'affrontement entre Serbes et Croates, Tito avait fait de la Yougoslavie d'après-guerre non plus un Etat tri-national (Serbes, Croates, Slovènes), mais sex-national, la Macédoine, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine accédant au rang de républiques. Premier problème : les

Hongrois de Voïvodine et les Albanais du Kosovo, qui ne se virent concédés qu'un statut de « nationalités », formant des régions autonomes incluses dans la Serbie. Les Musulmans slaves de Bosnie ne reçurent quant à eux le statut de « nation » qu'en 1969, et furent inclus dans la République de Bosnie-Herzégovine. La stratégie titiste consista donc à favoriser le multipartisme pour atténuer le poids de la Serbie et de la Croatie dans l'ensemble. Cela tenait du temps de Tito, du fait de son charisme, mais aussi de la voie originale permettant d'affirmer une certaine identité « yougoslave » dans le monde (communisme original, non-alignement). Même si les républiques se virent concédées une assez large autonomie, Tito réprima féroceement en 1971 et 1974 des revendications croates, puis serbes, dénoncées comme nationalistes par le pouvoir titiste.

Quelques mois à peine après la mort de Tito, en 1980, des émeutes éclatent au Kosovo en 1981, où la majorité albanaise revendique un statut d'égalité avec les autres composantes de la Fédération, dénonçant en particulier les inégalités économiques. La répression fit plusieurs centaines de morts. Elle contribua à l'émergence d'une nouvelle génération politique davantage encline recours à la violence. Surtout, les événements du Kosovo provoquèrent une réaction ultranationaliste en Serbie. C'est en effet dans ce contexte qu'un jeune cadre de banque, Slobodan Milosevic, devient le président du PC de Serbie, en 1986. Il décide de se rendre dès l'année suivante, en 1987, au Kosovo, pour affirmer la solidarité de la République de Serbie avec les Serbes du Kosovo. C'est sur cette ligne nationaliste qu'il a pu prendre le contrôle du PC et de l'Etat serbes et écarter tous ses rivaux.

Dès lors, les affrontements nationaux au sein de la fédération se multiplient dans un contexte de profonde crise économique : en 1990, la Yougoslavie connaît une inflation à 3 puis 4 chiffres, les prix doublent chaque mois. En 1990, les élections en Slovénie et en Croatie donnent la victoire à des partisans de l'indépendance : c'est le cas de Franjo Tudjman, élu président de la République de Croatie. C'est aussi le cas d'Alija Izetbegovic, leader des Musulmans bosniaques, élu président de la République de Bosnie-Herzégovine fin 1990, Milosevic étant lui réélu à la tête de la République de Serbie. Fin 1990, lors d'un plébiscite organisé en Slovénie, 86% des Slovènes se prononcent en faveur de l'indépendance. Tous les efforts pour tenter de sauver la fédération échouent et en juin 1991, la Slovénie et la Croatie déclarent unilatéralement leur indépendance.

Deux jours plus tard, la première guerre dans l'ex-Yougoslavie éclate en Slovénie : l'armée fédérale, commandée par des officiers en majorité acquis à la « Grande Serbie » de Milosevic, affronte la Slovénie, qui l'emporte au bout d'une dizaine de jours. Puis éclate la guerre en Croatie, qui dure de juillet à décembre 1991. Comme plus tard en Bosnie, la Serbie de Milosevic se présente comme la protectrice des Serbes de Croatie. Il faut dire que la politique nationaliste de F Tujman ne fait rien pour les rassurer : la Croatie reprend le drapeau croate médiéval qui avait aussi servi

d'emblème aux Oustachis pendant la 2ème GM. La guerre, qui se joue principalement autour des grandes villes croates, donne lieu aux mêmes exactions qu'ensuite en Bosnie. Il faut attendre février 1992 pour que l'ONU intervienne : le Conseil de Sécurité envoie 14 000 casques bleus, déployés dans les régions serbes de Croatie.

La guerre de Bosnie commence en mars 1992 et va durer jusqu'en décembre 1995. En mai 1991, le parti de Radovan Karadzic proclame une « région autonome serbe » dans la province de Krajina. L'objectif est de créer une grande Serbie ethniquement homogène. Il bénéficie bien sûr du soutien de Milosevic et de l'armée fédérale, désormais dominée par les Serbes. Les Serbes entreprennent le siège de Sarajevo à partir de 1992. En novembre 1992, les forces serbes bosniaques, dirigées par Ratko Mladic, contrôlent plus de 70% de la Bosnie. Les Croates font pour leur part sécession en créant un Etat croate autonome autour de Mostar. L'Occident reste très passif et ne rompt cette passivité qu'au lendemain d'un tir d'obus sur le marché de Sarajevo, en février 1994, qui fait 66 morts, suivi d'un second en août 95 qui fait 40 morts.

La fin de la guerre froide marque ainsi le triste retour en Europe de la guerre et de formes d'épuration ethnique dont le continent était épargné depuis la fin de la 2^e Guerre mondiale. Et l'Europe s'est montrée dès cette époque bien faible pour faire face à ses nouvelles responsabilités. L'OTAN a exigé le retrait de l'artillerie serbe postée sur les collines de Sarajevo. Sur une initiative française est mise sur pied la FORPRONU, force de réaction rapide, au printemps 1995. Mais les forces de l'ONU sont déployées sans mandat clair et sont contraintes d'assister en spectatrices aux massacres perpétrés par les Serbes., notamment à Srebrenica en juillet 1995. C'est l'intervention américaine du président Clinton qui permet de mettre fin à l'état de guerre : les accords de paix sont signés sur la base aérienne de Dayton aux EU entre Milosevic, Tujman et Izetbegovic. La Bosnie-Herzégovine forme désormais un Etat composé d'une part d'une Fédération croato-bosniaque (51% du territoire) et de la République serbe de Bosnie (49%), dont la capitale, Sarajevo, est unifiée sous contrôle bosniaque. Des forces internationales sont stationnées sur place jusqu'en 1998.

La chute du régime communiste en Yougoslavie a représenté le principal défi pour l'Europe : elle n'en a rendu que plus nécessaire la réussite de l'intégration des autres ex-démocraties populaires dans l'Union européenne.

La plus grave erreur de Gorby a sans doute été de sous-estimer la puissance du nationalisme. Car si le modèle communiste ne résiste pas à l'implosion de l'URSS et à la chute du mur de Berlin, les régimes communistes ont pu se maintenir là où il s'identifie à la cause nationale ou s'appuie sur un large support nationaliste : la Chine, la Corée, le Vietnam, Cuba.

3. La chute de l'URSS

c) L'échec de la perestroïka

Il n'y a **pas de causalité directe** entre la chute des démocraties populaires et celle de l'URSS, même si cela a sans doute fortement encouragé les Pays baltes et l'Ukraine à faire sécession. Gorbatchev a perdu un à un tous les soutiens qui lui auraient permis de poursuivre la perestroïka et d'atteindre l'objectif qu'il s'était fixé : un « **socialisme de marché** », préservant la stabilité sociale, épargnant aux Soviétiques une transition brutale vers l'économie de marché, tout en insistant progressivement des formes de pluralisme et d'initiative privée. Il a échoué face à la **double opposition des conservateurs du Parti et des démocrates radicaux**, ces derniers étant souvent eux-mêmes, comme **Boris Eltsine**, des convertis de fraîche date : c'est Gorbatchev qui, sitôt élu secrétaire général du PCUS, l'a fait venir à Moscou pour prendre la direction du Parti dans la capitale, y virer les nomenklaturistes incompetents et tenter d'améliorer le quotidien de ses habitants. Les deux hommes s'étaient connus en 1978, lorsque Gorbatchev avait été nommé secrétaire au Comité central chargé de l'agriculture et Eltsine premier secrétaire du Comité de la ville de Stavropol, où Gorbatchev avait débuté sa carrière politique. **Les adversaires de Gorbatchev n'ont eu aucun mal à exploiter son impopularité croissante dans le pays, contrastant avec la popularité extraordinaire qui était alors la sienne en Occident** (voir les **couvertures du Times**) et dont il continue de bénéficier de nos jours. Werner Herzog lui a consacré un documentaire récent en 2019, *Meeting Gorbatchev*, qui n'est malheureusement pas encore proposé en VOD.

Car, bien mieux qu'un cours, il faut laisser parler Gorbatchev lui-même et je vous propose ce texte génial, écrit dès 1993, admirable de lucidité et d'humilité. Il restera dans l'histoire comme le seul homme d'Etat pouvant à bon droit revendiquer d'avoir changé le monde sans tirer un seul coup de feu (enfin, il y en a eu quand même quelques-uns, mais la responsabilité personnelle de Gorbatchev n'y est pas avérée). Bien sûr, sans lui, ce changement aurait probablement eu lieu, mais qui peut dire qu'il se serait produit sans incidents majeurs ?

Mikhaïl Gorbatchev, « il n'y a pas de réformateurs heureux »...

Lorsqu'en avril 1985 j'ai accepté de diriger le Comité central du PCUS en qualité de Secrétaire général, je savais qu'un immense travail de transformations m'attendait. Engagé dans la course épuisante aux armements le pays, c'était manifeste, était à bout de forces. Les mécanismes économiques fonctionnaient de plus en plus mal. Le rendement de la production baissait. Les acquis de la pensée scientifique et technique étaient annulés par une économie entièrement bureaucratisée. Le niveau de vie de la population chutait de manière de plus en plus manifeste. La corruption perçait, s'affichait effrontément à tous les maillons du système de gestion. La décomposition touchait aussi la vie spirituelle: l'apparent monolithisme idéologique

qui caparaçonnait la société avait de plus en plus de mal à empêcher de filtrer le mensonge, l'hypocrisie et le cynisme officiels.

[...]

La situation se compliquait du fait qu'en dépit du mécontentement accumulé dans la société, en particulier au sein de l'intelligentsia, il n'y avait dans le pays aucun mouvement de protestation de masse sur lequel on pût s'appuyer pour mener une politique de transformations. Et cela pour plusieurs raisons, dont l'une, et non des moindres, était la soumission habituelle d'une partie importante du peuple, sa **passivité**, sa tendance au conformisme. Ces traits, dont les racines plongent dans les vieilles traditions de la Russie, avaient pris une forme encore plus monstrueuse, s'étaient renforcés pendant les décennies où avait impitoyablement régné la direction stalinienne et n'avaient pas en fait été ébranlés durant la période post-stalinienne.

Obstacle sérieux sur la voie des transformations: l'**immense couche gestionnaire moyenne** composée des fonctionnaires du Parti et des ronds-de-cuir de l'État pour lesquels le système créé sous Staline constituait un milieu naturel, « congénital », une source de privilèges, de pouvoir pratiquement incontrôlable sur les gens.

Il est évident que, dans ces conditions, l'impulsion aux changements devait venir d'en haut. Et puisque c'était moi qui me trouvais « au sommet », bien des choses dépendaient de mon choix. Il va de soi que je n'opérais pas seul. Au moment de mon élection au poste de Secrétaire général, il y avait au sein de la direction du PCUS un groupe de partisans des réformes. Et c'est ensemble que nous avons fait les premiers pas dans la réalisation de ces réformes.

Ce choix intérieur en faveur des changements n'a été facile pour aucun d'entre nous. Nous étions les produits de notre époque. Nous étions tous pris par des dogmes idéologiques assimilés dès l'enfance et nous en débarrasser ne fut pas une mince affaire, que chacun tenta de résoudre à sa manière et à son rythme.

[...]

Les réformes présentaient une complexité extrême pour une autre raison encore. Ceux qui les avaient commencées n'avaient **aucune expérience de ce type de transformations**. Il existe, bien sûr, plus d'une expérience de passage du totalitarisme à la démocratie dans le cadre d'un même type social de société. Mais nul ne s'était encore heurté à un **passage du totalitarisme à la démocratie combiné à un changement du système économique, politique, juridique**. Si l'on envisage, bien entendu, un **passage pacifique** et non une rupture révolutionnaire, torrentielle qui s'accompagne de l'éclatement du pays en camps ennemis et d'une guerre civile. Connaissant notre pays, nos traditions et l'amère expérience du passé, nous devions l'éviter. C'était devenu pour moi l'orientation politique et morale fondamentale. Il nous fallut donc appliquer au début la méthode des essais et des erreurs.

Il m'arrive aujourd'hui d'entendre à tout bout de champ ce type de reproche: pourquoi vous êtes-vous hâté de faire une réforme politique, pourquoi n'avez-vous pas suivi l'exemple de la Chine qui a réalisé et continue de réaliser des transformations économiques dans le cadre stable d'un régime politique strict ? J'aimerais rappeler à mes opposants que nous avons effectivement, au tout début, pensé la perestroïka uniquement comme une réforme économique. Mais après avoir eu pas mal de déboires, nous nous sommes rapidement convaincus que, sans changement du système politique et a fortiori sans changement de régime, les transformations économiques étaient tout simplement impossibles dans notre pays. Il faut clairement se représenter à quelle superstructure politique nous avions affaire.

Toutes les fonctions essentielles de gestion économique étaient concentrées entre les mains de la direction politique. Le rôle de l'appareil exécutif était on ne peut plus hypertrophié.

Quasiment étendu à une centaine de ministères et d'administrations au niveau de l'Union et à huit cents au niveau des républiques, il dictait pratiquement ses volontés à l'économie comme à la politique. Ce sont justement les administrations et autres structures de gestion qui tenaient entre leurs mains le sort des décisions politiques et déterminaient, par leur action ou leur inaction, ce qui devait être ou ne pas être. Les Soviets et, pour une grande part, les organes du Parti étaient incapables de contrôler la pression des administrations. Il était universellement admis que l'organe qui prenait et exécutait une décision n'était pas économiquement responsable de ses actes.

L'étatisation de la vie publique constituait un vice sérieux du système politique. La régulation étatique s'étendait pratiquement à toutes les activités de la société. La tendance à recouvrir par une planification et un contrôle centralisé minutieux tous les recoins de la vie ligotait littéralement le pays, freinait l'initiative des hommes, des organisations, des groupes. Cela avait, entre autres, engendré une économie « parallèle » profitant à outrance de l'incapacité des organes d'État à satisfaire les besoins de la population.

La bureaucratisation des structures d'État avait habitué la société à une forme unique et statique d'existence. On avait vu se constituer un faux pouvoir du peuple où l'exercice de fait du pouvoir s'identifiait non pas à l'activité politique des citoyens, mais à des organes exécutifs soi-disant au service des intérêts du peuple.

[...]

Cela se payait: par l'indifférence, l'affaiblissement de l'activité sociale des masses, l'aliénation de l'homme du travail à la propriété, à la gestion, à la politique et à la culture.

Le monstre qui écrasait la société avait condamné à l'échec toutes les tentatives faites précédemment pour réformer le système. Il en aurait été de même pour nous. D'où la nécessité d'une réforme politique profonde, ce dont nous fûmes très rapidement convaincus.

[...]

Il est universellement reconnu que la force de la bureaucratie est dans le secret. C'est dans ce secret que résidait la puissance du vieux régime totalitaire. Pour détruire cette force, dévoiler la vérité aux gens et, par là, déblayer la voie de l'action politique consciente, la transparence est nécessaire.

La politique de la transparence s'est difficilement frayé un chemin, il lui a fallu surmonter la résistance des structures anciennes et des habitudes. Mais elle a donné de beaux fruits. Elle a permis aux masses de sortir progressivement de leur léthargie. Elle a incité à la réflexion, elle a aidé les gens à s'orienter dans les idées, les slogans, les programmes nouveaux, elle les a aidés à évaluer les hommes nouveaux qui occupaient l'avant-scène du combat politique.

[...]

On a souvent critiqué, et on continue à critiquer ma lenteur, qu'on donne pour de l'indécision. Je ne puis accepter une telle critique. Car c'est tout le contraire ! J'avais la ferme décision de maintenir la société sur une voie révolutionnaire par le contenu, mais évolutive par les méthodes et la forme des changements. Une voie qui évite le gouffre de la confrontation armée. Tel a été mon impératif moral dès le début. Et je suis fier de l'avoir maintenu jusqu'au bout.

Une autre conclusion à tirer du passé: le sens du choix juste et opportun des objectifs à chaque étape de la voie évolutive et l'ordre de réalisation de ces objectifs. Je le reconnais franchement: nous sommes loin, et surtout moi personnellement, d'avoir tout réussi.

Je souffre beaucoup à l'idée que nous ne soyons pas parvenus à l'indispensable synchronisation entre la destruction des anciennes formes de vie et l'apparition des nouvelles. On aurait pu dès le début faire plus pour détruire les structures bureaucratiques, et en même temps contribuer plus énergiquement à la création de nouveaux mécanismes démocratiques de gestion de l'économie et de la société dans son ensemble.

Face au problème des nationalités, nous avons trop tardé à définir une position et proposer des solutions - ce fut là une grande erreur, la plus grande peut-être.

Le fait de se débarrasser des lourdes chaînes de la coercition a libéré la conscience nationale. Sous l'afflux d'oxygène de la liberté, tous les problèmes nationaux non résolus se sont mis à «flamber». Mais la fiction de l'amitié indestructible entre les peuples continuait à nous aveugler, et nous restions persuadés que les principaux problèmes des rapports entre les nationalités de l'URSS étaient résolus. Je dois cependant ajouter que, durant les années du pouvoir soviétique, des changements énormes et progressistes s'étaient produits dans la vie de nombreux peuples dont certains, avant 1917, en étaient encore au plus profond du Moyen Âge. Le malheur, c'est que l'orientation générale impliquait de fait l'effacement des distinctions nationales, ce qui en pratique signifiait bafouer les droits naturels des peuples.

Ayant sous-estimé le potentiel de renaissance nationale auquel la démocratisation de la société avait donné une puissante impulsion, nous ne nous sommes pas hâtés de transformer en une véritable fédération notre État hyper-centralisé. Et les forces intéressées qui spéculaient sur cette montée nationale en ont profité. Le résultat a été que les processus nationaux ont revêtu en plusieurs endroits un caractère destructeur.

J'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour prévenir la menace de désintégration de notre pays multinational constitué au fil des siècles. La formule trouvée, qui consistait à réformer l'Union, tenait compte du désir d'indépendance des républiques tout en maintenant l'intégrité d'ensemble d'un État où les fonctions du centre auraient radicalement changé. C'est ce but que visait la préparation du traité de l'Union qui devait légaliser la formule en question.

La signature du traité a été empêchée par les comploteurs en août 1991. Parmi tous les malheurs qu'ils ont causés à notre pays, c'était peut-être le plus impardonnable.

En économie, suivant en cela les stéréotypes instaurés, nous avons commencé par une réforme de l'industrie lourde, de la construction des machines. Il aurait été plus juste de commencer par l'agriculture, l'industrie légère et alimentaire, c'est-à-dire par ce qui aurait produit des effets rapides et manifestes pour les gens, aurait renforcé la base sociale de la perestroïka.

Bref, dans plusieurs cas, après avoir choisi telle voie de réformes, nous n'avons pas su choisir correctement la logique des mesures visant à les réaliser.

Encore une observation, peut-être des plus importantes. Le passage du totalitarisme à la démocratie, quelle que soit sa variante, exige la création d'un bloc de forces politiques et sociales capable de garantir un soutien réel et croissant au cours des réformes.

J'espère avoir réussi à expliquer pourquoi notre perestroïka a été commencée « d'en haut ». Mais une « révolution d'en haut » a ses limites. Elle s'est épuisée dès qu'une stratification s'est fait jour au sommet du Parti et de l'État, quand les diverses positions que j'ai mentionnées se sont transformées en opposition directe.

[...]

J'ai compris que, même s'il est investi des plus grands pouvoirs, un leader politique a une liberté de manœuvre limitée. Je me suis convaincu que les décisions politiques, même si elles

sont mues par les meilleures intentions et une bonne connaissance de la vie, sont loin de mener toujours aux résultats escomptés. De plus, bien souvent les résultats diffèrent de ce que l'on était en droit d'attendre quand on réfléchit logiquement et qu'on ne prend comme point de départ que le bon sens des braves gens. Il y a encore beaucoup d'irrationnel dans les esprits et dans les actes. Ayant rencontré la noblesse et la félonie, le désintéressement et le carriérisme, la fidélité et la trahison, j'ai mieux compris la complexité et la délicatesse des relations personnelles en politique, les conséquences du choix inadéquat des collaborateurs pour atteindre tel ou tel objectif.

En un mot, Gorbatchev s'est débarrassé des illusions du réformateur débutant qui avait pris sur ses épaules le fardeau des transformations dans un pays immense et complexe. Il voit maintenant plus loin, il est devenu plus sage.

[...]

Est-ce que je considère que je me suis réalisé et suis-je, sous ce rapport, heureux ? Ce n'est pas une question simple. Si l'on part de ce que le destin a fait de moi en me faisant non seulement participer à l'un des tournants les plus importants du XXe siècle, mais aussi en me mettant à la tête du processus, je peux dire que la chance m'a souri. C'est très rare qu'un homme vive un tel événement. Mais seuls les êtres qui me sont très proches savent combien le fardeau que j'ai porté m'a pesé, combien parfois j'étais à la limite du désespoir. D'une manière générale, il n'y a pas de réformateurs heureux.

Je regrette de n'avoir pas réussi à mener à bon port le bateau que je dirigeais. J'espère que les historiens sauront séparer le bon grain de l'ivraie et expliquer pourquoi il en a été ainsi.

Mikhaïl GORBATCHEV, *Avant-Mémoires*, Paris, 1993.

Gorbatchev ne le cite pas, mais il fait probablement allusion à ce que dit Hegel du grand homme dans *La Raison dans l'Histoire* :

L'Esprit en marche vers une nouvelle forme est l'âme interne de tous les individus; il est leur intériorité inconsciente, que les grands hommes porteront à la conscience. Leur œuvre est donc ce que visait la véritable volonté des autres ; c'est pourquoi elle exerce sur eux un pouvoir qu'ils acceptent malgré les réticences de leur volonté consciente : s'ils suivent ces conducteurs d'âmes, c'est parce qu'ils y sentent la puissance irrésistible de leur propre esprit intérieur venant à leur rencontre. Si, allant plus loin, nous jetons un regard sur la destinée de ces individus historiques, nous voyons qu'ils ont eu le bonheur d'être les agents d'un but qui constitue une étape dans la marche progressive de l'Esprit universel. Mais en tant que sujets distincts de leur substance, ils n'ont pas été ce qu'on appelle communément heureux. Ils n'ont pas voulu trouver le bonheur, mais atteindre leur but, et ce but, ils l'ont atteint par un labeur pénible. Ils ont su trouver la satisfaction, réaliser leur but, le but universel. Placés devant un but aussi grand, ils se sont audacieusement proposé de le servir contre toute l'opinion des hommes. Ce n'est pas le bonheur qu'ils ont choisi, mais la peine, le combat et le travail pour leur but. Leur but une fois atteint, ils n'en sont pas venus à une paisible jouissance, ils n'ont pas été heureux.

Gorbatchev le rappelle dans ce texte : la perestroïka a d'abord été conçue comme un ensemble de réformes économiques. Or, ces réformes ont échoué à sortir l'URSS de la stagnation. Pire, ces réformes n'ont fait qu'aggraver l'anarchie et les difficultés de la vie quotidienne. A posteriori, c'est parce qu'elles sont apparues insuffisantes, hésitantes et contradictoires. Car pour Gorbatchev, l'établissement brutal de mécanismes du marché était exclu. Il aurait entraîné une envolée des prix laminant le pouvoir d'achat des Soviétiques et un chômage massif (ce qui s'est produit du reste après 1991). Gorbatchev s'est donc efforcé de combiner le maintien de la planification et une progressive restauration de l'initiative privée, en se parant d'ailleurs de la caution posthume de la NEP pour faire passer ses réformes auprès de la bureaucratie du Parti.

Ce fut notamment l'objet d'une réforme de l'entreprise, décidée en 1987 et entrée en vigueur en 1989. Les entreprises auraient désormais la charge d'élaborer leurs propres objectifs sur la base de leur carnet de commandes et de leurs résultats précédents, au lieu qu'ils leur soient imposés d'en haut par leurs ministères de tutelle. Les entreprises étaient par ailleurs autorisées à contracter entre elles des relations transversales, voire à négocier directement avec des entreprises étrangères. Or, les ministères centraux contournèrent la loi afin de préserver leurs prérogatives. D'autant qu'en l'absence de la liberté concédée aux entreprises de fixer elles-mêmes leurs prix, ou de s'approvisionner par elles-mêmes, l'autonomie qui leur était reconnue demeurait en grande partie fictive. Dans l'industrie, l'Etat restait leur principal client, ce qui ne changeait donc pas grand-chose dans la réalité. La place du marché se réduisait donc en fait aux quelques contrats que certaines entreprises passaient entre elles, après avoir réalisé les commandes toujours prioritaires de l'Etat. La plupart des entreprises ont ainsi continué de dépendre comme avant de la bureaucratie moscovite, notamment des subventions qui, seules, leur permettaient de conserver leurs effectifs pléthoriques.

Il y eut bien, dès 1986, des lois pour encourager la création d'entreprises privées : on en compte 80 000 en 1990, essentiellement des entreprises artisanales, auxquelles viennent s'ajouter 500 000 « travailleurs indépendants ». Leur activité pesait donc peu dans la création globale de richesse. Dans la plupart des cas d'ailleurs, ces créations d'entreprises ne firent que légaliser les activités du marché parallèle. L'apparition de ce nouveau secteur privé, associé à celle de nouveaux riches, ne fit qu'accentuer l'impopularité des réformes auprès des Soviétiques moyens, en raison des prix prohibitifs qu'il pratiquait et qui ne pouvait concerner qu'une petite clientèle de privilégiés.

Mais le plus grave échec, Gorbatchev le rappelle dans son texte, est celui qui concerne l'agriculture, dont il était lui-même un spécialiste à l'origine. Les agriculteurs s'étaient vu proposer des contrats-baux : une ou plusieurs familles avaient désormais la possibilité de louer des terres ex-collectives pour une longue durée, cinquante ans, afin de garantir le retour sur investissement pour en

améliorer la mise en valeur. Ces exploitations pourraient également disposer librement de leur production. Ce fut un échec total : en 1991, le système des contrats-baux ne concernait que 2% des surfaces cultivées et 3% du cheptel. On a là une parfaite illustration de l'analyse faite à chaud par Gorbatchev dans le 2^{ème} paragraphe de l'extrait cité plus haut. Ce n'est pas l'opposition, la dissidence, qui a eu raison du système soviétique, elle était justement trop faible pour soutenir la dynamique des réformes. C'est au contraire la passivité, l'inertie, le manque d'initiative du corps social, anémié par des décennies de planification centralisée et de pratiques corrompues, qui ont voué la perestroïka à l'échec. Ainsi que le déclara Gorbatchev dans son discours de démission de président de l'URSS, le 25 décembre 1991, dressant le constat d'échec de la perestroïka : « Le système ancien s'est effondré avant que le nouveau se mette à fonctionner. Et la crise de la société s'est encore davantage aggravée ».

Cela permet également d'illustrer le contraste avec la Chine, où la décollectivisation de l'agriculture a pu s'effectuer de manière extrêmement rapide. En Chine, les paysans regroupés dans les communes populaires ont été invités à signer des « contrats de responsabilité » : les familles reçoivent une terre en fermage ; l'Etat se contente de percevoir un impôt et s'engage à racheter à un prix fixe le tiers de la récolte, le reste étant vendu au prix du marché. La grande différence avec l'URSS, c'est que les paysans chinois se sont rués sur ce système : fin 1984, 97% des familles paysannes y avaient souscrit ! L'augmentation des prix versés aux agriculteurs a stimulé la croissance de la production agricole, les revenus paysans auraient doublé de 1978 à 1985, parallèlement à l'augmentation du nombre des marchés libres.

Même constat en ce qui concerne la conversion à l'économie de marché, ce qu'on a appelé pudiquement la « réforme urbaine » dans la Chine de Deng. La décentralisation économique et financière a été poussée beaucoup plus loin que partout ailleurs dans les régimes communistes : en 1996, les entreprises d'Etat n'assuraient plus que le tiers de la production industrielle, contre plus de 80% en 1978. La quasi-totalité des prix étaient désormais libres ou flexibles. Cela dit, en Chine, cette réussite économique n'aurait sans doute pas été au rendez-vous sans la fantastique ouverture du pays sur l'extérieur : Deng en avait fait dès le début sa priorité, d'autant que le rapprochement avec les EU allait dans le sens des intérêts nationaux chinois. Dès 1979, le gouvernement chinois avait institué quatre zones franches, qui se sont multipliées depuis, pour accueillir des investissements étrangers : ici, la chance de la Chine, c'est d'avoir pu attirer les capitaux asiatiques (début 1990, 2/3 des capitaux investis en Chine transitent par Hong Kong, en particulier des capitaux japonais). Cet appel au capital étranger a permis de doper le commerce extérieur chinois et de rééquilibrer rapidement l'appareil de production en faveur des industries légères de biens de consommation (aux dépens de l'industrie

lourde). Autrement dit, la remise en cause du modèle communiste en Chine a pris la forme d'une insertion délibérée dans le processus de mondialisation. Le commerce extérieur de la Chine a triplé de 1980 à 1995, passant de 1,1% à 3% du commerce mondial. Le PIB progresse en moyenne de 9% par an de 1979 au début des années 1990. La production industrielle a cru, quant à elle, au rythme de 15% par an, plus de 5% pour l'agriculture. En dépit de grandes disparités, régionales notamment (la croissance ayant surtout profité aux régions côtières, traditionnellement celles du capitalisme maritime chinois), le niveau de vie a progressé (en 1978, la ration alimentaire moyenne n'excédait pas 2 000 calories...), la superficie habitable par personne a doublé. Il faut dire que la Chine partait de beaucoup plus bas que l'URSS, alors que cette dernière pouvait difficilement compter sur un appel aussi massif aux capitaux étrangers.

La comparaison avec la Chine irrite tout particulièrement Gorbatchev car, comme il le rappelle dans ses *Avant-Mémoires*, on ne cesse de lui demander, depuis la chute de l'URSS, pourquoi il ne s'est pas davantage inspiré des réformes des petits camarades chinois. C'est qu'en Chine, pour des raisons à la fois historiques, culturelles et politiques, un changement impulsé d'en haut, du sommet de l'Etat-Parti, pouvait réussir. En URSS au contraire, l'Etat-Parti n'était pas seulement un frein, mais une cause de la paralysie économique du pays. Un changement par en haut ne pouvait donc aboutir sans que les réformes économiques s'accompagnent également de réformes politiques.

Sur ce point, le texte de Gorbatchev prend sans doute un peu trop la forme d'un plaidoyer pro domo. Car il a sans doute tardé à prendre la vraie mesure des changements politiques à opérer, ce qui lui a aliéné bon nombre de ceux qui avaient soutenu la perestroïka au départ. Pendant trois ans au moins, il a contourné le nœud du problème, à savoir la question du rôle dirigeant du Parti communiste. Il s'est contenté d'un premier temps de changer les hommes sans transformer le système politique : 85% des effectifs du Comité central furent renouvelés en 5 ans, parmi lesquels bien entendu la vieille garde brejnévienne incarnée par le vieux Gromyko. Ce fut également le cas de la moitié des dirigeants régionaux du PCUS. Gorbatchev rencontra donc au sein du PCUS les mêmes résistances que celles qu'avait dû affronter Khrouchtchev. Les conservateurs se groupèrent autour d'Egor Ligatchev, membre du Bureau politique : c'est lui qui téléguida la publication dans *Sovietskaïa Rossia*, en mars 1988, de la lettre d'une lectrice, Nina Andreeva, professeur à Leningrad, qui accéda au statut de véritable manifeste anti-perestroïka, en défendant le retour à une orthodoxie communiste pure et dure (elle fustige ainsi « les héritiers spirituels de Dan et Martov », deux mencheviks qui s'étaient opposés à Lénine, et les « disciples spirituels de Trotski et de Iagoda »).

Sans doute rapidement conscient de la nécessité, pour redynamiser le corps social et conduire les réformes, de mettre fin à la fusion entre le Parti et l'Etat, Gorbatchev envisageait ainsi, selon ses

propres termes, de « restaurer complètement le rôle des Soviets en tant qu'organes du pouvoir socialiste » et de « restituer aux organisations sociales leurs fonctions originelles ». Or, c'est là où la formation politique de Gorbatchev l'a probablement induit en erreur sur la possibilité de réformer de cette manière le système politique. Car c'est Lénine lui-même qui, dès octobre 1917, avait totalement annihilé l'autonomie des Soviets par rapport au Parti, jusqu'à priver ses derniers de toute légitimité dans la mise en place du pouvoir bolchevique (alors que le mot d'ordre était « tout le pouvoir aux Soviets », Lénine ratura au dernier moment le texte où les Bolcheviks annonçaient leur prise du pouvoir, en la revendiquant au nom du PVRK, l'organisme militaire du Soviet de Petrograd entièrement dominé par les Bolcheviks, ce qui n'était pas le cas du Soviet à cette époque).

C'est ainsi que pour contourner les oppositions au sein du Parti, Gorbatchev avait entrepris de réformer la Constitution (celle de Brejnev, adoptée en 1976) pour y instaurer une forme de pluralisme ; elle est ratifiée par le Soviet Suprême le 1^{er} décembre 1988. Le Soviet Suprême, jusqu'à parlement fantôme, est remplacé par deux assemblées, un Congrès des députés du peuple, élus au scrutin secret avec pluralité des candidatures, mais comprenant aussi des représentants du Parti, des Syndicats et des Académies. Ce Congrès élit en son sein un Soviet Suprême rénové, composé d'environ 500 députés votant les lois. C'est le Congrès des députés qui, en 1989, a jeté les bases d'un Etat de droit en URSS : droit de grève, liberté de la presse, droit de libre circulation à l'intérieur et à l'extérieur pour les citoyens de l'Union.

Mais la libéralisation du système politique a continué à buter sur la question du pluripartisme, et donc du « rôle dirigeant » que la Constitution continuait de reconnaître au PCUS. Dès décembre 1989, lors du II^e Congrès des députés du peuple, l'académicien Andreï Sakharov (libéré par Gorbatchev de sa résidence surveillée) réclame la suppression de l'article 6 institutionnalisant le rôle dirigeant du parti communiste. Au terme d'un vif affrontement, Gorbatchev ordonne de couper le micro de l'académicien (qui meurt d'une crise cardiaque le lendemain). On assiste ainsi à la naissance d'une opposition politique, celle des démocrates, opposés aux compromis que Gorbatchev continue de passer avec les conservateurs. Ils se regroupent dans un « Bloc Russie » qui, en mars 1990, remportent les élections dans plusieurs grandes villes comme Leningrad et Moscou.

Finalement, l'article 6 est révisé en mars 1990 : le PCUS est toujours mentionné, à côté « d'autres partis politiques » et des syndicats, mais il n'est plus question de son rôle dirigeant. Ce compromis est typique des tergiversations qui ont été reprochées à Gorbatchev. D'autant que la même réforme institue un président de l'Union, élu par le Congrès des députés du peuple, dont les pouvoirs sont renforcés. De manière symptomatique, Gorbatchev, conscient de son impopularité, a écarté l'élection du président de l'Union au suffrage universel. Seul candidat, il est alors élu président à 59%

des voix. Il est épaulé par un Conseil de la Fédération, qui doit repenser les liens entre Moscou et les républiques, et par un Conseil présidentiel. La nouvelle constitution opérait ainsi un transfert de la direction du pays du Parti à l'Etat, mais au profit d'un pouvoir présidentiel fort, afin d'éviter un coup d'Etat de l'appareil, analogue à celui qui avait renversé Khrouchtchev en 1964. Paradoxalement, Gorbatchev concentre alors plus de pouvoirs que Brejnev lui-même, puisqu'il est à la fois secrétaire général du PCUS, chef de l'Etat élu par le Congrès, qu'il nomme le premier ministre et qu'il dispose de pouvoirs spéciaux dans le domaine économique.

Gorbatchev n'a donc renoncé que tardivement à remettre en cause l'un des fondements du léninisme, le rôle dirigeant du Parti. Non par aveuglement, mais parce que par la force des choses, le PCUS était resté malgré tout le principal centre d'exécution du pays et que sans lui, Gorbatchev voyait l'URSS risquer de sombrer dans le chaos. On peut considérer que ce fut là l'un de ses principales erreurs, qui l'empêcha d'anticiper sur la tentative de putsch du 24 août 1991 (voir plus loin) et la révolte d'une partie de l'appareil. Mais force est de reconnaître aussi, au vu de la situation ultérieure de la Russie, qu'il ne suffisait pas de supprimer le Parti pour que les comportements, modelés par 30 ans de stalinisme et autant de brejnévisme, disparaissent ipso facto.

Rétrospectivement, il est certain que les réformes économiques et politiques ont échoué parce qu'elles étaient à la fois insuffisantes et trop radicales : insuffisantes pour sortir de l'impasse du centralisme bureaucratique et trop radicales pour ne pas susciter de vives résistances au sein de la population comme à l'intérieur de l'appareil du Parti. Les millions d'apparatchiks du régime n'ont pas voulu abandonner la parcelle d'autorité qu'ils détenaient et les privilèges qui en découlaient. Atomisée jusqu'au début des années 50 par la terreur stalinienne, la société a été « achetée » ensuite par le « contrat social » brejnévien : abandon de la terreur en échange d'une adhésion de façade au régime, peu de travail mais un emploi assuré, un faible niveau de vie, mais le même pour la majorité de la population, la satisfaction des besoins sociaux essentiels, une certaine tolérance envers les revenus tirés de l'économie parallèle. La société, rappelle Grosser, « n'était pas demandeuse de réformes et craignait les changements » : elle fut la force d'inertie qui bloqua tout le système ». Dans un régime fondé sur le parti-Etat, la réussite des réformes supposait de transformer le parti lui-même ou de le dissoudre : Gorbatchev n'a pas réussi à le réformer et il n'a jamais voulu remettre en cause le rôle dirigeant du parti consacré par la constitution de l'Union soviétique. La chute du communisme a donné raison à Tocqueville : un régime qui commence à se réformer se perd. Gorbatchev a peut-être aussi, suggère Grosser, administré un remède trop violent à un patient mal en point, qui ne demandait même pas à être soigné : population passive, dissidents muselés, économie mal en point, mais vivant grâce aux produits et aux revenus de l'économie parallèle. Contrairement à ce que

pouvait suggérer Emmanuel Todd dans *La Chute finale*, l'effondrement du système soviétique n'est pas mort de sa maladie, mais du remède de cheval que les réformateurs ont voulu lui administrer !

d) *Le retour des nations : l'éclatement de l'URSS*

S'il y a bien une erreur que reconnaît Gorbatchev dans ses *Avant-Mémoires*, c'est d'avoir sous-estimé la question nationale et la nécessité de repenser les fondements de l'Union formée par les Républiques soviétiques. En 1989 encore, il semblait mettre au compte des seules difficultés économiques la montée des revendications nationales : « Il faut bien reconnaître, affirmait-il alors, qu'au début de la restructuration nous avons sous-estimé la nécessité de rénover la politique nationale [...]. Or, le mécontentement naturel devant les problèmes économiques et sociaux accumulés a été interprété comme une atteinte aux intérêts nationaux ». Mais l'éclatement de l'URSS s'explique-t-il seulement par ce sauve-qui-peut général que j'évoquais dans la première partie ? N'est-il que la conséquence de l'échec économique de la perestroïka, certaines républiques de l'Union ayant alors considéré qu'elles s'en sortiraient mieux toutes seules, plus rapidement, sans le grand frère russe ? Ou bien n'est-ce pas plutôt la résurgence du nationalisme, étouffé mais jamais vaincu sous Staline et ses successeurs, qui a fini par avoir raison du communisme ?

J'en profite pour revenir, hors-sujet, sur l'analyse qu'Hélène Carrère d'Encausse (HCE) avait pu proposer dès 1979 dans un livre intitulé *L'Empire éclaté*. A la fin des années 1970, plusieurs indices révélaient en effet que, selon elle, la question nationale faisait bien partie des forces centrifuges risquant à terme de fragiliser la cohésion du bloc soviétique.

Parmi ces indices, la démographie : dans les années 1970, la donnée principale du recensement était le recul du groupe russe dans la population soviétique. Certes, ce recul était encore peu perceptible, mais il renversait une évolution séculaire marquée par la progression régulière et continue jusque là de la population russe dans la population soviétique. Le dynamisme démographique n'est plus le fait des Russes, mais d'autres groupes ethniques, en particulier des populations musulmanes d'Asie centrale : l'écart croissant, d'ailleurs, entre les comportements démographiques des diverses composantes de la population soviétique témoignait aussi des limites de la politique d'unification entreprise par le régime communiste. La part relative de la population non-russe augmentait par conséquent. La Russie proprement dite se dépeuplait et le poids des Russes hors de Russie tendait alors à diminuer.

2^e indice, la culture et la langue : le russe restait une langue très lointaine pour une partie importante de la population soviétique, en dépit d'une politique visant à systématiser l'usage du bilinguisme, et à terme, la pratique du russe. C'était notamment le cas pour tous les grands peuples

d'Asie centrale et du Caucase. En fait, la russification n'avait véritablement fonctionné que pour les nations non souveraines enclavées au sein de la République soviétique de Russie.

3^e indice : le réveil d'une contestation nationale, de revendications nationales, certains groupes nationaux constituant ainsi un foyer réel ou potentiel d'opposition au régime soviétique. C'était notamment le cas de trois groupes dénonçant les injustices commises par le régime à leur encontre : les Tatars, les Allemands et les Juifs. Les Tatars de Crimée avaient été déportés par Staline en Ouzbékistan. Il faut attendre 1967 pour que les Tatars obtiennent un décret officiel de réhabilitation, sans toutefois obtenir le droit de revenir en Crimée. Le retour en Crimée devint ainsi l'objet de tout un mouvement national tatar, opposé à un pouvoir central qui niait le droit historique de la nation tatar sur la Crimée. Comment expliquer le refus prolongé des dirigeants soviétiques de laisser une partie des Tatars (qui n'étaient que 300 000) ou de leurs descendants à revenir chez eux (ce ne sera le cas que durant la perestroïka) ? C'est que l'essor du nationalisme tatar risquait d'entraîner celui d'un nationalisme musulman. Restituer la Crimée aux Tatars, c'eut été faire le jeu d'un nationalisme turco-musulman.

Les Allemands de la Volga descendaient de colons établis en Russie depuis le XVIII^e siècle. Ils furent réhabilités par Khrouchtchev lorsque le régime soviétique s'efforça d'améliorer ses relations avec la RFA. Mais comme pour les Tatars, les Allemands (plus nombreux : 1,7 million) n'eurent pas l'autorisation de regagner leur région d'origine. Le fait nouveau, à partir des années 1960, c'était le nombre considérable de ces Allemands qui cherchaient désormais à émigrer hors d'URSS, un nombre estimé à 300 000 par la presse allemande.

Autres candidats au départ de plus en plus nombreux : les juifs, qui pourtant, à la différence des Tatars et des Allemands, possédaient un territoire national, le Birobidjan, situé à pétaouchnoc, à proximité de la frontière chinoise. Mais la plupart des juifs d'URSS (environ 3 millions) vivaient plutôt en Russie. 80% des juifs considéraient ainsi le russe comme leur langue maternelle (alors qu'en 1897, c'était le yiddish à 97% et encore à 70% en 1926). Ce qu'il y a ici de remarquable, c'est que la russification réussie et l'affaiblissement considérable de la pratique religieuse allaient de pair, dans les années 1970, avec la renaissance du sentiment national, avec un réveil identitaire chez les juifs d'URSS. L'émigration en constituait la manifestation principale : rien qu'en 1971, année à partir de laquelle l'émigration devient un phénomène de masse, bien qu'elle soit découragée, 100 000 juifs avaient quitté l'URSS, souvent vers Israël, mais pas seulement (en 1975, c'est le cas de seulement 50% des émigrants). Et pourtant, les juifs d'URSS pouvaient apparaître parfaitement assimilés. La preuve : en 1976, le PCUS comprenait 300 000 membres de nationalité juive (reconnue officiellement et inscrite sur le passeport), ce qui signifiait que 14% des juifs déclarés d'URSS étaient membres du

parti, le plus fort **pourcentage de tous les groupes nationaux d'URSS, Russes compris !** Le réveil de l'identité juive témoignait donc bien de l'**échec de la politique d'intégration du régime soviétique : car les juifs constituaient jusque là un groupe national complètement assimilé, le mieux éduqué et le plus urbanisé de toute la population soviétique.** Comment l'expliquer ? Certes, la **discrimination dont les juifs d'URSS avaient été l'objet, surtout durant la période stalinienne,** en est sans doute un facteur, de même que l'**accentuation des difficultés économiques** : les juifs avaient d'autant plus de propension à envisager une émigration réussie que leur niveau d'instruction était très supérieur à la moyenne (c'est que le cas de tous les migrants, y compris de ceux qui viennent d'Afrique) et qu'ils avaient, avec **Israël, au moins une destination sûre** (grâce à la loi du retour). Mais HCE notait que les facteurs n'étaient pas seulement répulsifs : c'est précisément la modernisation de l'URSS, l'éducation poussée détenue par les juifs d'URSS qui les amenaient à redécouvrir la valeur de leur culture et de leurs traditions nationales et religieuses. Raison de plus pour penser que la question nationale était bien plus qu'une survivance dans l'URSS contemporaine, que bien au contraire, elle allait prendre une importance de plus en plus grande dans l'évolution du pays.

HCE notait aussi que le Caucase tout entier restait « un bastion mal intégré » : essor d'une économie clandestine beaucoup plus ramifiée qu'ailleurs ; et même actes de terrorisme (incendie criminel de l'opéra de Tbilissi en 1973).

Last but not least, **les Ukrainiens donnaient eux aussi dans le nationalisme. Certes, les Ukrainiens avaient été violemment réprimés, on l'a vu, durant la période stalinienne.** Mais depuis, avec Khrouchtchev et Brejnev, les Ukrainiens avaient reconquis les plus hauts postes de l'Etat et du Parti. Le danger ici qui menaçait l'Empire soviétique, c'étaient les **risques de contagion, en Ukraine, des mouvements d'émancipation nationale d'Europe de l'Est.** L'agrandissement de l'Ukraine en 1945, aux dépens de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, a contribué à créer des solidarités nouvelles entre l'Ukraine et les démocraties populaires. HCE va jusqu'à suggérer que la répression du printemps de Prague n'eût peut-être pas été si brutale, si les dirigeants soviétiques n'avaient pas craint l'écho qu'il pouvait rencontrer, non seulement dans les démocraties populaires, mais en Ukraine même.

Autre indice : le **réveil du sentiment religieux, greffé précisément sur le sentiment national.** Voir le cours sur le fait religieux. C'était tout particulièrement le cas dans les Pays baltes, et naturellement, dans les républiques musulmanes d'Asie centrale.

HCE concluait son livre en rappelant que le régime tsariste avait en grande partie succombé pendant la guerre en raison de la vulnérabilité de sa périphérie et de la dislocation rapide de son

empire colonial. Il semblait, au terme de son enquête, qu'en dépit des progrès accomplis, l'URSS n'avait pas beaucoup mieux réussi dans sa politique des nationalités : « comme l'Empire auquel il a succédé, l'Etat soviétique semble incapable de sortir de l'impasse nationale ». Et c'est à une même impasse que sont de plus en plus confrontés les dirigeants soviétiques devant la montée des revendications exprimées par les populations d'Europe de l'Est depuis les années 1950.

La chute de l'empire soviétique en 1991 a confirmé le diagnostic, mais pas entièrement, car l'écroulement de l'URSS est venu de sa partie européenne, y compris russe, et pas de sa partie asiato-musulmane, comme le prédisait HCE. La glasnost, mais aussi le mouvement d'émancipation dans les démocraties populaires y ont favorisé l'expression des volontés d'indépendance. C'est notamment le cas dans les Pays baltes, où l'on put enfin évoquer le pacte germano-soviétique et les déportations massives opérées par Staline : c'est pour en commémorer le souvenir que des rassemblements de masse sont organisés en Lituanie, en Estonie et en Lettonie. Dans la révolte des Baltes, il y a la volonté de se réapproprier leur mémoire nationale, mais aussi leurs langues nationales, défavorisées au profit de l'apprentissage systématique du russe. Les Baltes dénoncent aussi le pillage « colonial » de leurs ressources économiques par Moscou (de grandes actions de défense de l'environnement ont ainsi été organisées contre la construction d'un barrage en 1987, finalement abandonné par le pouvoir). Les Lituanais, catholiques, peuvent aussi s'inspirer du mouvement créé par le syndicat Solidarité en Pologne. Les Lettons et les Estoniens dénoncent surtout les effets de l'immigration massive des Russes, qui menacent la survie de leur identité nationale (la part des Estoniens passe de 68% en 1970 à 61% de la population d'Estonie en 1989, celle des Lettons en Lettonie passe de 62% en 1959 à 52% en 1989 : les Lettons étaient en passe de devenir minoritaires dans leur propre pays, d'où de fortes tensions entre les communautés, baltes et russe, notamment chez les jeunes).

Les partis prônant l'indépendance remportent ainsi les élections dès 1989. Le 11 mars 1990, la Lituanie proclame unilatéralement son indépendance, imitée un peu plus tard par l'Estonie et la Lettonie (qui craignaient des rétorsions). Dès cette époque, les Baltes ne reçoivent guère de soutien des Occidentaux (en dépit de l'influent groupe de pression des émigrés baltes aux EU), ces derniers, très prudents, misant encore sur Gorbatchev (d'où les ressentiments encore actuels au sein de l'Union européenne). D'une manière générale, l'indépendance des Baltes s'est appuyée sur une ample mobilisation populaire, avec des manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes. Le pouvoir soviétique a réagi par des mesures de représailles économiques : fermeture de 3 gazoducs sur 4 par exemple.

Là encore, Gorbatchev s'est retrouvé coincé entre le marteau et la faucille. D'un côté, il a renoncé à une politique de force, du moins dans les Etats baltes, car dans le Caucase, l'armée a dû

réprimer des manifestations pour l'Indépendance à Bakou et une guerre larvée commence à opposer Arméniens et Azéris à propos du Haut-Karabakh, région autonome incluse dans l'Azerbaïdjan, peuplée en majorité d'Arméniens qui revendiquent leur rattachement à l'Arménie. De l'autre, Gorbatchev se refuse à remettre en cause le statu quo des frontières et subordonne le règlement de la question nationale à sa politique générale de réformes.

Mais le plus inattendu est que Gorbatchev dut également affronter l'affirmation d'un nationalisme russe : celui-ci s'appuie sur l'idée que l'Empire soviétique, au fond, s'est établi au détriment de la Russie. En Russie aussi, la crise du système soviétique provoque un repli identitaire qui fait le jeu du nationalisme. Ce regain de nationalisme se manifeste par un retour vers l'Eglise orthodoxe, qui organise en 1988 le millénaire du baptême de la Russie. Profitant du rétablissement de la liberté religieuse, l'Eglise orthodoxe amorce un puissant renouveau : le nombre d'enfants baptisés passe ainsi de 16 à 46% de 1985 à 1989 ! B. Eltsine s'est appuyé sur ce nouveau courant d'opinion, ce qui lui permet de rebondir politiquement, car il a été écarté du Politburo et de la direction du parti de Moscou en 1987. Il fédère une opposition qui va des libéraux aux nationalistes du mouvement *Pamiat*. Il est ainsi élu, avec 80% des suffrages, député de Moscou en 1989, puis en mai 1990, président du Soviet Suprême de la République de Russie. Peu après, en juin 1990, il proclame la souveraineté de la Russie en refusant de reconnaître la priorité de la loi fédérale. Les communistes russes eux-mêmes décident alors de se doter de leur propre parti, russe, qui jusque là n'existait pas... Eltsine commence à vider de leur substance les lois édictées pour l'ensemble de l'Union et à remettre en cause la constitution soviétique. Il démissionne spectaculairement du PCUS le 12 juillet 1990, suivi par les maires de Moscou et de Leningrad.

C'est donc paradoxalement la République russe qui a porté l'estocade finale la plus sérieuse au système soviétique. Eltsine s'est allié aux autres républiques dissidentes, comme la Lituanie. De violents incidents éclatent à Vilnius et à Riga en janvier 1991, après l'envoi de chars soviétiques. Il semble que Gorbatchev ait été débordé par les forces spéciales du ministère de l'Intérieur, mais ses adversaires, aussi bien libéraux que conservateurs, l'accusent alors de jouer double jeu. Les Litvaniens, imités par les Estoniens, répliquent par l'organisation d'un référendum « illégal » en février 1991, à l'issue duquel une large majorité de la population exprime sa volonté d'indépendance.

Gorbatchev tente alors une opération de la dernière chance pour sauver l'Union : il propose en mars 1991 l'organisation d'un référendum sur une Fédération renouée, sorte de Confédération dont les composantes seraient souveraines. Contre Gorbatchev, Eltsine y a fait ajouter une question constitutionnelle sur l'élection d'un président de la Russie au suffrage universel. Six républiques dissidentes ont refusé d'y participer : les trois baltes, la Moldavie, l'Arménie et la Géorgie. La

Géorgie proclame son indépendance au lendemain du référendum, le 17 mars, Zviad Gamsakhourdia devenant alors le premier président démocratiquement élu d'une ex-république soviétique. 76% des votants ont toutefois répondu oui au maintien d'une union renouvée. Ce sont les républiques musulmanes qui ont le plus voté pour le maintien du lien fédéral, parce qu'elles étaient celles qui avaient le plus à perdre dans la disparition de l'URSS (ce n'est donc pas une décolonisation par la périphérie). La Russie et l'Ukraine elles-mêmes ont voté oui à 76%, alors qu'Eltsine avait appelé à voter non. Un nouveau traité d'Union entre les 9 républiques ayant participé au référendum est signé en avril 1991.

Cette Union est toutefois déjà en grande partie une coquille vide. En Russie, B. Eltsine forme un ticket avec le général Routskoï, héros de la guerre d'Afghanistan, afin de pouvoir rallier les suffrages des militaires. Il remporte les premières élections présidentielles au suffrage universel en Russie, dès le premier tour, avec 60% des voix, sur un programme radical : restauration de la grandeur de la Russie, réduction de l'autorité du PC, instauration intégrale d'une économie de marché, autodétermination pour tous les peuples de l'Union. Eltsine estime que sa légitimité démocratique est désormais plus forte que celle de Gorbatchev, dont il demande la démission. En juillet 1991, imitant les Pays baltes, il évince les membres du PC de l'administration, de la police, de l'armée et des entreprises. C'est déjà la fin du Parti-Etat en Russie.

Ces forces centrifuges ont eu raison de Gorbatchev, parce que la perestroïka a rencontré comme on l'a vu, l'hostilité croissante de la population. En 1989, en réponse à une puissante grève de mineurs, le pouvoir a limité le droit de grève et l'a interdit dans les services publics et les industries travaillant pour la défense. Lors de la célébration traditionnelle du 1^{er} mai 1990, sur la Place Rouge, Gorbatchev doit quitter la place sous les huées des manifestants. Or, c'est le moment où, sous la pression des libéraux et devant l'inefficacité des réformes économiques précédentes, l'équipe Gorbatchev décide d'accroître la cure d'austérité et d'accélérer le retour aux mécanismes de marché. Résultat : le gouvernement annonce pour avril 1991 une hausse moyenne des prix de 60 à 70%, qui sera théoriquement compensée par un relèvement des salaires et des pensions pour les plus pauvres. C'est alors la ruée sur les magasins, et la pénurie généralisée...

L'impopularité de Gorbatchev amène les conservateurs à croire que le moment est venu pour l'écarter et tenter de reprendre la situation en main : le 19 août 1991, le vice-président du Soviet suprême, assisté du premier ministre, du ministre de la Défense, du ministre de l'Intérieur et du président du KGB (Krioutchkov) annoncent que Gorbatchev, malade, n'est plus en état d'exercer ses fonctions. Les instigateurs du putsch sont les hommes dont B. Eltsine avait précisément exigé le départ en échange de la signature du traité d'Union, laborieusement ratifié peu auparavant.

Gorbatchev est alors en vacances dans sa datcha des bords de la Mer Noire. Le pouvoir est confié à un Comité d'Etat pour l'état d'urgence, qui s'empresse d'annoncer la révision du nouveau traité d'Union, jugé inconstitutionnel.

B. Eltsine, qui s'était préparé à l'éventualité d'un coup d'Etat (le plan X), organise des manifestations devant la Maison blanche, le siège du Parlement de Russie. Il y est rejoint par Rostropovitch et l'ancien ministre Chevardnadze. En réalité, cette mobilisation n'eut rien d'une insurrection populaire, car la grande majorité de la population est restée dans l'expectative. L'échec du putsch s'explique essentiellement par le fait que l'armée n'a pas suivi les putschistes. Les blindés envoyés à Moscou n'ont pas bougé. Le chef du KGB, Krioutchkov a fait rapidement défection en proposant à Eltsine d'aller libérer Gorbatchev. Les mesures d'amnistie décrétées par Eltsine ont contribué à faire rentrer les militaires dans le rang. Symboliquement, le drapeau blanc-bleu-rouge remplace le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau comme emblème officiel de la Fédération de Russie. Durant les événements, la statue de Dzerjinski, qui trônait devant le siège du KGB place de la Loubianka, est abattue.

Revenu à Moscou le 21 août, Gorbatchev ne dispose plus de marge de manœuvre et il est désormais très affaibli face à son concurrent. Eltsine le contraint ainsi à liquider les derniers vestiges du système soviétique. Le PCUS, accusé d'être responsable de la tentative de putsch, est dissous, Gorbatchev doit abandonner son poste de secrétaire général : c'est la fin du parti de Lénine. Des partisans de B. Eltsine sont nommés aux postes de commande de ce qu'il reste de l'URSS.

Jusqu'au bout toutefois, Gorbatchev a tenté de sauver l'URSS. Il institue un Conseil d'Etat comprenant les présidents des républiques, avec un réel partage du pouvoir. Mais la Russie et surtout l'Ukraine traînent des pieds pour ratifier un nouveau traité d'union. La Russie se retire des discussions après la déclaration d'indépendance unilatérale de l'Ukraine, qui refuse d'emblée de rejoindre l'Union. Le 8 décembre 1991, près de Minsk, le Belarus, la Russie et l'Ukraine déclarent conjointement que l'URSS a cessé d'exister. Ces trois Etats agissent en tant qu'Etats fondateurs de l'URSS en 1922 (de fait, ils disposaient de voix à l'ONU). L'URSS est remplacée par une Communauté des Etats indépendants (CEI). Le terme de « communauté » a été choisi par l'Ukrainien Kravtchouk, qui ne voulait plus entendre parler d'union. Les membres de la CEI se portent garants des traités conclus par l'URSS, du contrôle de l'arme nucléaire et sa non-dissémination. Le président Bush fut informé avant Gorbatchev des décisions prises à Minsk ! Dès cette date se trouve posée la question de la Crimée, conquise par Catherine II, détachée de la République de Russie et incorporée à l'Ukraine en 1954 (pour amadouer les Ukrainiens et contrer les revendications des Tatars déportés de la région). Eltsine dut concéder sur ce point à Kravtchouk le statu quo des frontières existantes. En

échange, la Russie obtint de reprendre le contrôle intégral des armements nucléaires. Cette décision fut actée par la déclaration d'Alma-Ata le 21 décembre 1991, incluant le Kazakhstan (territoire sur lequel des armes nucléaires était déployées) : à cette date, la CEI est élargie aux cinq républiques d'Asie centrale, plus l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Moldova. Les trois Etats baltes avaient vu leur indépendance sanctionnée par leur entrée à l'ONU dès septembre 1991 (puisque leur annexion, en 1939, avait été illégale). Le 27 décembre 1991, la Russie remplaça officiellement l'URSS dans les instances de l'ONU.

Pour Gorbatchev, la dissolution de l'URSS a été voulue par Eltsine pour l'évincer lui, Gorbatchev. Mais c'est aussi parce que, comme le rappelle Hélène Carrère d'Encausse, Eltsine a pu disposer de l'appui de la Russie, que Gorbatchev avait voulu affaiblir dans la fédération. La CEI était avant tout pour Eltsine le moyen d'empêcher l'Ukraine de rompre totalement avec Moscou. D'autant que la Russie se trouve vite confrontée aux revendications de ses propres minorités nationales, en particulier dans le Caucase, où Doudaïev s'était fait élire président de la république indépendante tchétchène après le putsch manqué. Avec Eltsine apparaît la notion « d'étranger proche », que la CEI est censée institutionnaliser.

Gorbatchev tenta en vain d'imposer un référendum ou l'accord préalable du Congrès des députés du peuple pour ratifier les accords de Minsk. Le Soviet Suprême de Russie répliqua en dénonçant unilatéralement le traité de... 1922 ! Gorbatchev ne fut pas convié à Alma-Ata, où fut décidée l'abolition de l'institution présidentielle, ainsi que celle de toutes les ex-républiques d'URSS. Gorbatchev démissionne alors de sa présidence. Eltsine affecta de ne pas se présenter dans le bureau de Gorbatchev lors de la passation de pouvoir et du code nucléaire le 25 décembre 1991 : en voulant infliger à son rival une ultime humiliation qui n'est guère à son honneur, il se fit représenter par le ministre de la Défense, le maréchal Chapochnikov, en demandant que Gorbatchev vienne le rejoindre dans la salle Catherine du Kremlin, ce que Gorbatchev refusa en remettant la mallette au maréchal. Il fut toutefois autorisé ensuite à s'adresser publiquement aux Soviétiques pour annoncer sa démission :

Discours de démission de M. Gorbatchev, 25 décembre 1991

Chers compatriotes, chers concitoyens

En raison de la situation qui prévaut actuellement, je mets fin à mes fonctions de président de l'URSS. En cette heure difficile, pour moi et pour tout le pays, alors qu'un grand Etat cesse d'exister, je reste fidèle à mes principes, qui m'ont inspiré dans la défense de l'idée d'une nouvelle union.

J'ai défendu fermement l'autonomie, l'indépendance des peuples, la souveraineté des républiques. Mais je défendais aussi la préservation d'un Etat de l'Union, l'intégrité du pays. Les événements ont pris une tournure différente. La ligne de démembrement du pays et la dislocation de l'Etat a gagné, ce que je ne peux accepter car j'y vois de grands dangers pour nos

peuples et pour toute la communauté mondiale. Et après la rencontre d'Alma-Ata, ma position sur ce sujet n'a pas changé.

Néanmoins, je ferai tout mon possible pour que les accords qui y ont été signés conduisent à une entente réelle dans la société et facilitent la sortie de la crise et le processus des réformes. Je veux encore une fois souligner que, durant la période de transition, j'ai tout fait de mon côté pour préserver un contrôle sûr des armes nucléaires.

M'adressant à vous pour la dernière fois en qualité de président de l'URSS, j'estime indispensable d'exprimer mon évaluation du chemin qui a été parcouru depuis 1985. D'autant qu'il existe sur cette question beaucoup d'opinions contradictoires, superficielles et non objectives. Le destin a voulu qu'au moment où j'accédais aux plus hautes fonctions de l'Etat, il était déjà clair que le pays allait mal. Tout ici est en abondance : la terre, le pétrole, le gaz, le charbon, les métaux précieux, d'autres richesses naturelles, sans compter l'intelligence et les talents que Dieu ne nous a pas comptés, et pourtant nous vivons bien plus mal que dans les pays développés, nous prenons toujours plus de retard par rapport à eux.

La raison en était déjà claire : la société étouffait dans le carcan d'un système administratif de commande. Condamnée à servir l'idéologie et à porter le terrible fardeau de la militarisation à outrance, elle était à la limite du supportable. Toutes les tentatives de réforme partielle -et nous en avons eu beaucoup- ont échoué l'une après l'autre. Le pays perdait ses objectifs. Il n'était plus possible de vivre ainsi. Il fallait tout changer radicalement.

C'est pourquoi je n'ai pas regretté une seule fois de ne pas m'être servi du poste de secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique uniquement pour "régner" quelques années. Je l'aurais jugé irresponsable et amoral.

Je comprenais qu'entamer des réformes d'une telle envergure et dans une société comme la nôtre était une œuvre de la plus haute difficulté et, dans une certaine mesure, risquée. Mais il n'y avait pas de choix. Aujourd'hui encore je suis persuadé de la justesse historique des réformes démocratiques entamées au printemps 1985. Le processus de renouvellement du pays et de changements radicaux dans la communauté mondiale s'est avéré beaucoup plus ardu qu'on aurait pu le supposer. Néanmoins, ce qui a été fait doit être apprécié à sa juste valeur.

La société a obtenu la liberté, s'est affranchie politiquement et spirituellement. Et ceci constitue la conquête principale, encore insuffisamment appréciée, sans doute parce que nous n'avons pas encore appris à nous en servir. Mais aussi parce que le chemin de la liberté, que nous avons emprunté il y a six ans, s'est avéré épineux, incroyablement difficile et douloureux.

Néanmoins, une œuvre d'une importance historique a été accomplie : le système totalitaire, qui a privé le pays de la possibilité qu'il aurait eue depuis longtemps de devenir heureux et prospère, a été liquidé. Une percée a été effectuée sur la voie des transformations démocratiques. Les élections libres, la liberté de la presse, les libertés religieuses, des organes de pouvoir représentatifs et le multipartisme sont devenus une réalité. Les droits de l'homme sont reconnus comme le principe suprême. La marche vers une économie multiforme a commencé, l'égalité de toutes les formes de propriété s'établit. Dans le cadre de la réforme agraire, la paysannerie a commencé à renaître, le fermage est apparu, des millions d'hectares sont distribués aux habitants des villages et des villes. La liberté économique du producteur est entrée dans la loi, la liberté d'entreprendre, la privatisation et la constitution de sociétés par actions ont commencé à prendre forme.

En dirigeant l'économie vers le marché, il est important de rappeler que le pas est franchi pour le bien de l'individu. Dans cette époque difficile, tout doit être fait pour sa protection sociale. Nous vivons dans un nouveau monde : la "guerre froide" est finie, la menace d'une guerre mondiale est écartée, la course aux armements et la militarisation insensée qui ont

dénaturé notre économie, notre conscience sociale et notre morale sont stoppées. Nous nous sommes ouverts au monde, nous avons renoncé à l'ingérence dans les affaires d'autrui, à l'utilisation des forces armées en dehors du pays. En réponse, nous avons obtenu la confiance, la solidarité et le respect.

Nous sommes devenus un des piliers principaux de la réorganisation de la civilisation contemporaine sur des principes pacifiques et démocratiques. Les peuples, les nations ont obtenu une liberté réelle pour choisir la voie de leur autodétermination. Les efforts pour réformer démocratiquement l'Etat multinational nous ont conduits tout près de la conclusion du nouvel accord de l'Union.

Tous ces changements ont provoqué une énorme tension, et se sont produits dans des conditions de lutte féroce, sur un fond d'opposition croissante des forces du passé moribond et réactionnaire, des anciennes structures du parti et de l'Etat et de l'appareil économique, ainsi que de nos habitudes, de nos préjugés idéologiques, de notre psychologie niveleuse et parasitaire. Ils se sont heurtés à notre intolérance, au faible niveau de culture politique et à la crainte des changements. Voilà pourquoi nous avons perdu beaucoup de temps.

L'ancien système s'est écroulé avant que le nouveau ait pu se mettre en marche. Et la crise de la société s'est encore aggravée. Je connais le mécontentement qu'engendre l'actuelle situation difficile, les critiques aiguës exprimées à l'encontre des autorités à tous les niveaux et à l'égard de mon action. Mais je voudrais souligner encore une fois : des changements radicaux, dans un pays si grand et avec un tel héritage, ne peuvent se dérouler sans douleur, sans difficultés et sans secousses.

Le putsch d'août a poussé la crise générale jusqu'à ses limites extrêmes. Le pire dans la crise est l'effondrement de l'Etat. Et après la rencontre d'Alma-Ata, je demeure inquiet. Je suis inquiet de la perte pour nos compatriotes de la citoyenneté d'un grand pays, un fait dont les conséquences peuvent se révéler très graves pour tous. Conserver les conquêtes démocratiques de ces dernières années est pour moi d'une importance vitale. Elles sont le fruit douloureux de notre histoire. On ne peut y renoncer sous aucun prétexte. Dans le cas contraire, tous les espoirs d'un avenir meilleur seraient enterrés.

Je parle de tout cela avec honnêteté et franchise. C'est mon devoir moral. Je veux exprimer ma reconnaissance à tous les citoyens qui ont soutenu la politique de renouvellement du pays, qui se sont impliqués dans la mise en œuvre des réformes démocratiques. Je suis reconnaissant aux hommes d'Etat, personnalités de la vie politique et sociale, aux millions d'hommes à l'étranger, à ceux qui ont compris nos desseins, les ont soutenus, sont venus à notre rencontre, pour une coopération sincère avec nous.

Je quitte mon poste avec inquiétude. Mais aussi avec espoir, avec la foi en vous, en votre sagesse et en votre force d'esprit. Nous sommes les héritiers d'une grande civilisation, et, à présent, il dépend de tous et de chacun qu'elle ne parte pas en fumée mais renaisse pour notre joie et celle des autres. Je veux de toute mon âme remercier ceux, qui durant toutes ces années, ont défendu à mes côtés une cause juste et bonne. Je suis persuadé que tôt ou tard nos efforts communs porteront des fruits, et que nos peuples vivront dans une société démocratique et prospère. Je me démetts de mes fonctions de président.

Je vous souhaite à tous tout le bien possible.

Et là, j'espère que vous sortez vos mouchoirs et que vous essuyez une petite larme !

- **Conclusion**

Les régimes communistes sont donc morts, du moins en Europe (que ceux qui ont eu la chance d'avoir des parents communistes ressortent leurs mouchoirs !). **Mais est-ce la fin du communisme lui-même, de l'idéal et de l'idéologie communistes ?** Donnons encore une fois la parole à F. Furet dans la conclusion du *Passé d'une illusion* :

« La faillite du régime né d'octobre 1917 et peut-être plus encore le caractère radical qu'elle a pris privent en effet l'idée communiste non seulement de son territoire d'élection, mais aussi de tout recours ; ce qui est mort sous nos yeux, avec l'Union soviétique de Gorbatchev, englobe toutes les versions du communisme, des principes révolutionnaires d'octobre jusqu'à leur histoire, et jusqu'à l'ambition d'en humaniser le cours dans des conditions plus favorables. Comme si venait de se fermer la plu grande voie jamais offerte à l'imagination de l'homme moderne en matière de bonheur social. Le communisme n'a jamais conçu d'autre tribunal que l'histoire, et le voici condamné par l'histoire à disparaître corps et biens. Il aurait pu perdre la guerre froide, et survivre comme régime. Ou donner naissance à des Etats rivaux, sans mourir comme principe. Ou présider au développement de sociétés diverses, qui l'eussent pourtant conservé comme référence originelle. On peut lui imaginer d'autres destins, où il se fût usé sans sombrer comme corps d'idées. Mais celui qu'il a rencontré n'en laisse rien. Les régimes communistes ont dû céder la place en quelques mois aux idées que la révolution d'Octobre avait cru détruire et remplacer : la propriété privée, le marché, les droits de l'homme, le constitutionnalisme « formel », la séparation des pouvoirs – la panoplie entière de la démocratie libérale. En ce sens, l'échec est absolu, puisqu'il efface l'ambition d'origine [...].

L'idée d'une *autre* société est devenue presque impossible à penser, et d'ailleurs personne n'avance sur le sujet, dans le monde d'aujourd'hui, même l'esquisse d'un concept neuf. **Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons** ».

Toutefois, afin de ne pas complètement nous mettre le moral à zéro en cette période de confinement, F. Furet note encore que « **la fin du monde soviétique ne change rien à la demande démocratique d'une autre société** » ; il y a même fort à parier, ajoute-t-il, que « cette vaste faillite continuera à jouir dans l'opinion du monde de circonstances atténuantes, et connaîtra peut-être un renouveau d'admiration. Non que, sous la forme où elle est morte, l'idée communiste puisse renaître ; la révolution prolétarienne, la science marxiste-léniniste, l'élection idéologique d'un parti, d'un territoire et d'un Empire ont sans doute terminé leur course avec l'Union soviétique. Mais la disparition de ces figures familières à notre siècle ferme une époque, plutôt qu'elle ne clôt le répertoire de la démocratie ».

Malia va un peu dans le même sens dans la conclusion de son livre, *La Tragédie soviétique*. **Le modèle communiste s'est nourri d'une demande d'égalité au sein de sociétés inégalitaires et la fin du modèle communiste n'a pas détruit cette demande d'égalité. Ce qui meurt avec le modèle communiste, c'est l'utopie égalitaire** : « Peut-être l'immense désastre soviétique aura-t-il fini par

définir une fois pour toutes les formes extrêmes du danger de l'utopie, et par là nous vacciner contre toute nouvelle aventure de ce genre ».